



COMPTES ANNUELS CONSOLIDES

AU 31 DECEMBRE 2019

Leading personalized spine | [medicrea.com](https://www.medicrea.com)

SOMMAIRE

1. ACTIVITE	2
2. FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE.....	2
2.1. MARCHE ET ENVIRONNEMENT	2
2.2. RESULTATS ET PERFORMANCE.....	3
2.3. PORTEFEUILLE PRODUITS ET RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT	4
2.4. ORGANISATION	5
2.5. FINANCEMENT	5
2.6. INFORMATIONS A PRENDRE EN COMPTE DANS LE CADRE DE LA CRISE SANITAIRE COVID-19	5
3. ETATS FINANCIERS CONSOLIDES EN NORMES IFRS AU 31 DECEMBRE 2019.....	8
3.1. COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE	8
3.2. ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE.....	8
3.3. BILAN CONSOLIDE.....	9
3.4. TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE	10
3.5. VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES.....	11
3.6. NOTES EXPLICATIVES	12
NOTE 1 : PRINCIPES COMPTABLES.....	12
NOTE 2 : PERIMETRE DE CONSOLIDATION	20
NOTE 3 : INFORMATION SECTORIELLE.....	25
NOTE 4 : DONNEES OPERATIONNELLES.....	29
NOTE 5 : CHARGES ET AVANTAGES DU PERSONNEL	36
NOTE 6 : IMMOBILISATIONS INCORPORELLES, CORPORELLES ET FINANCIERES.....	47
NOTE 7 : PROVISIONS ET PASSIFS EVENTUELS.....	56
NOTE 8 : FINANCEMENT ET INSTRUMENTS FINANCIERS.....	59
NOTE 9 : IMPOTS SUR LES RESULTATS.....	72
NOTE 10 : CAPITAUX PROPRES ET RESULTAT PAR ACTION.....	75
NOTE 11 : AUTRES INFORMATIONS	78

1. ACTIVITE

MEDICREA est spécialisé dans le développement de services d'analyses et la fabrication d'implants personnalisés pour le traitement chirurgical des pathologies complexes de la colonne vertébrale reposant sur la technologie UNiD® ASI (Adaptive Spine Intelligence).

MEDICREA assure la conception, la fabrication intégrée et la distribution de plus de 30 familles de dispositifs implantables homologués par la FDA, qui ont été utilisés à ce jour dans plus de 150 000 interventions chirurgicales à travers le monde. Evoluant sur un marché de 10 milliards de dollars, MEDICREA est une PME lyonnaise de 180 personnes, dont 40 au sein de sa filiale MEDICREA USA Corp. basée à New York.

MEDICREA est une société proposant des technologies avant-gardistes pour le traitement des pathologies de la colonne vertébrale. Elle fait figure de véritable pionnière sur ce marché en assurant la convergence entre les technologies informatiques de santé et la conception et fabrication de dispositifs médicaux de dernière génération, privilégiant les résultats cliniques dans une perspective unique : améliorer les bénéfices de la chirurgie pour les patients, tout en générant des réductions de coûts à tous les niveaux. Cette nouvelle approche s'appuie sur la compilation et l'analyse de données cliniques grâce à des algorithmes d'apprentissage élaborés (deep learning) et des outils d'interprétation prédictifs avec pour résultat des prises en charge de pathologies de la colonne vertébrale associant précision scientifique et pose d'implants personnalisés et modulables.

Le Groupe est installé à Rillieux-la-Pape en région lyonnaise où il possède sa propre unité de fabrication d'implants, une unité de production ultra-moderne consacrée à l'usinage et au développement d'implants sur-mesure et par impression 3D, ainsi que des filiales de distribution aux Etats-Unis, en France, en Belgique, en Pologne et en Australie.

2. FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Les faits marquants de l'exercice 2019 sont les suivants :

2.1. MARCHE ET ENVIRONNEMENT

La médecine personnalisée est un axe de recherche présent dans tous les domaines de la santé. Une meilleure connaissance des pathologies de chaque patient grâce à des tests de diagnostic de plus en plus précis permet de l'orienter vers un traitement spécifique, et d'en éviter d'autres, et ce pour des signes cliniques identiques. Chaque patient est considéré comme unique et peut recevoir le traitement ayant les meilleures chances d'efficacité.

MEDICREA a décidé de s'intégrer très tôt dans cette démarche avec une approche spécifique-patient en étant la première société de la colonne vertébrale à commercialiser des tiges sur-mesure d'ostéosynthèse, et des cages intersomatiques sur mesure imprimées en 3D.

Le Groupe devient un acteur majeur de cette médecine personnalisée et fait figure de précurseur dans le domaine du rachis en proposant aux chirurgiens un mix inédit de produits innovants et de services complets pour une chirurgie du rachis parfaitement adaptée au patient.

En mettant en œuvre un processus itératif et systématisé grâce à sa plateforme de technologies sur-mesure UNiD® ASI (Adaptive Spine Intelligence), MEDICREA exploite des données propriétaires de premier ordre afin de répondre à l'ensemble des problématiques cliniques et commerciales liées aux traitements des pathologies dégénératives et complexes de la colonne. MEDICREA développe un système vertueux itératif et élaboré afin de proposer à l'ensemble du système de santé une forte valeur ajoutée, de meilleurs résultats cliniques et des

coûts réduits, pour le bénéfice des patients, des chirurgiens, des centres hospitaliers et des organismes de remboursement.

MEDICREA a accompli des progrès très importants ces dernières années en faisant œuvre de pionnier, avec les services d'analyse du laboratoire UNiD™ LAB et les implants sur mesure UNiD™ TEK, pour une approche personnalisée et centrée sur les résultats des soins de la colonne vertébrale, au point de s'approprier ce segment de marché et de devenir leader de la chirurgie personnalisée du rachis.

2.2. RESULTATS ET PERFORMANCE

Sur l'année 2019, les ventes atteignent 32,7 millions d'euros et progressent de +11% par rapport à la même période de l'exercice précédent à périmètre comparable, le Groupe ayant cessé en 2019 la commercialisation d'activités non stratégiques ayant représenté 2,9 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2018. Les marchés américain, belge et français nourrissent cette croissance, complétée par le développement de l'activité en Australie.

Le développement de MEDICREA® sur l'exercice 2019 s'analyse avant tout par la percée de son activité stratégique de planification chirurgicale préopératoire et de conception d'implants sur mesure UNiD ASI™. Chaque trimestre établissant un record par rapport au précédent, le 4ème trimestre 2019 ancre durablement cette tendance avec 525 chirurgies personnalisées réalisées, en hausse de + 40 % par rapport au 4ème trimestre 2018 et de + 50 % aux États-Unis uniquement sur la même période.

En 2019, ce sont plus de 1 850 chirurgies avec des implants sur mesure MEDICREA® qui ont été réalisées, soit une augmentation globale de + 48 % par rapport à 2018, et de + 55 % pour le seul marché américain.

Le taux de marge brute s'établit à 78 %, en amélioration de 6 points par rapport au précédent exercice du fait d'une baisse significative du recours à la sous-traitance et d'une répartition des ventes par produits plus favorable, avec notamment une augmentation du chiffre d'affaires aux États-Unis où les prix de vente sont plus élevés.

Les charges opérationnelles augmentent de 0,9 million d'euros par rapport à 2018 sous l'effet principal d'une hausse mécanique des commissions sur ventes sur le marché américain qui suivent la croissance du chiffre d'affaires.

Compte-tenu de ces éléments, la perte opérationnelle avant charges non récurrentes est de -6 millions d'euros contre - 7,5 millions d'euros l'année précédente.

Les autres charges non récurrentes d'un montant de 0,7 million d'euros sont stables par rapport à l'exercice précédent et comprennent principalement des frais d'avocat pour des actions de défense en justice aux États-Unis (voir point 8.3.2) ainsi que des frais liés à la recherche de partenariats stratégiques.

Les charges de personnel liées aux paiements en actions comptabilisées conformément à la norme IFRS 2 s'élèvent à 2 millions d'euros, en forte augmentation par rapport à l'exercice précédent suite aux actions gratuites attribuées en décembre 2018 à plusieurs dirigeants.

Le coût de l'endettement financier net progresse de 1,4 million d'euros sous l'effet principal de l'emprunt obligataire de 36 millions de dollars rémunéré au taux de 11 % mis en place en novembre 2018 pour une 1^{ère} tranche de 30 millions et en septembre 2019 pour une seconde tranche de 6 millions. Le résultat courant avant impôt s'établit à - 13,4 millions d'euros contre - 11,6 millions au 31 décembre 2018.

La charge d'impôt totale s'élève pour l'exercice 2019 à - 2,1 millions d'euros et provient à hauteur de - 1,6 millions d'euros du passage en perte de la totalité des déficits fiscaux reportables et accumulés au 1^{er} janvier

2019 de MEDICREA USA suite à une nouvelle analyse des prévisions de profits taxables futurs dans le contexte des impacts attendus décrits au point 2.6 ci-dessous, et pour le reste des impôts courants de la filiale MEDICREA BELGIUM.

Compte tenu des éléments ci-dessus le résultat net de l'exercice 2019 présente une perte de – 15,6 millions d'euros contre une perte de – 12 millions d'euros lors de l'exercice précédent.

Au 31 décembre 2019, le Groupe dispose d'une trésorerie brute de 3,8 millions d'euros (hors concours bancaires courants de 1 million d'euros), avant l'augmentation de capital d'un montant brut de 8,5 millions d'euros réalisée en janvier 2020.

2.3. PORTEFEUILLE PRODUITS ET RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

MEDICREA est la première société de l'industrie du rachis à proposer un ensemble complet de services de planification chirurgicale mettant en œuvre intelligence artificielle, modélisation prédictive et implants personnalisés. L'exercice 2019 a permis au Groupe de conforter cette position en renforçant son offre UNiD® tout en continuant le développement de son portefeuille de produits standards.

Offre d'implants sur-mesure et services UNiD ASI™

En avril MEDICREA a annoncé l'homologation par la FDA de nouvelles fonctionnalités offertes par sa plateforme propriétaire UNiD ASI™. En plus de s'intégrer à l'ensemble des flux cliniques et d'accompagner le chirurgien dans sa démarche de planification pour générer des implants sur mesure, la plateforme logicielle UNiD ASI™ va également transformer le modèle standard de flux des implants chirurgicaux dans les hôpitaux. Désormais chaque vis pédiculaire et chaque cage intervertébrale sera planifiée et pré sélectionnée par MEDICREA® avant l'opération, permettant ainsi au personnel hospitalier de se libérer de la gestion lourde des stocks pour se concentrer sur l'acte chirurgical. Actuellement, les fabricants proposent des kits standards comprenant jusqu'à 450 vis pour chaque intervention chirurgicale, alors qu'une intervention ne nécessite au final que 2 vis par vertèbre instrumentée. En obtenant l'autorisation de la FDA d'intégrer la base de données complète d'implants MEDICREA® à son logiciel, MEDICREA dispose désormais d'une position unique pour transformer un mode de fonctionnement archaïque. MEDICREA optimise ainsi chaque implant fourni lors d'une intervention chirurgicale, grâce à ses services sans équivalent sur le marché de sélection d'implants spécifiques au patient, incluant notamment la seule cage intervertébrale sur mesure imprimée en 3D autorisée par la FDA sur le marché américain.

En mai, MEDICREA a conclu la seconde édition de son colloque sur l'Intelligence Artificielle appliquée à la chirurgie de la colonne vertébrale à New-York, Etats-Unis. MAIA (Medicrea Artificial Intelligence and Analytics) est le premier groupe de travail mondial rassemblant des chirurgiens et un industriel, focalisé sur l'utilisation de l'Intelligence Artificielle dans le traitement des déformations complexes de la colonne vertébrale. Au cours de cette deuxième édition, la société a présenté les avancées de sa plateforme technologique UNiD ASI™ (Adaptive Spine Intelligence).

En juin, MEDICREA a obtenu la délivrance de plusieurs nouveaux brevets et a renforcé la protection intellectuelle de sa plateforme technologique exclusive UNiD ASI™. Les 3 nouveaux brevets délivrés couvrent le cœur des technologies et des méthodes développées par MEDICREA et intégrées à la plateforme UNiD ASI™, renforçant le portefeuille existant et protégeant sa plateforme technologique.

En parallèle, tout au long de l'année, les équipes de recherche et développement ont travaillé sur l'enrichissement de l'offre UNiD®.

Les cages intersomatiques sur mesure UNiD® IB3D

MEDICREA a annoncé en février 2020, l'homologation par la FDA de la 1^{ère} cage intersomatique sur mesure pour la colonne vertébrale. Les cages intersomatiques sur mesure UNiD® IB3D sont des implants en titane imprimés en 3D pour lesquels il est possible de personnaliser les dimensions, les caractéristiques et la morphologie précise. Ce niveau de personnalisation n'était jusqu'alors pas commercialisé sur le marché des dispositifs destinés à la chirurgie de la colonne vertébrale.

Ces cages sont spécifiquement définies pour s'adapter de manière optimale aux exigences anatomiques et chirurgicales du patient, déterminées par les ingénieurs du UNiD LAB™ lors de la phase de planification préopératoire. Grâce à la reconstruction 3D de la colonne vertébrale, les ingénieurs cartographient l'anatomie exacte de chaque plateau vertébral. Ils conçoivent ensuite la cage idéale pour restaurer une hauteur et une angulation adéquates mais aussi pour offrir une surface de contact optimisée entre l'implant et les plateaux vertébraux afin d'améliorer la stabilité du segment instrumenté et de réduire les risques d'impaction de l'implant dans les vertèbres.

Pass TULIP GENESIS

Le Groupe a réalisé en mai 2019 sa 1^{ère} chirurgie avec la nouvelle vis PASS TULIP GENESIS à Chicago, initiant ainsi le pré-lancement sur le marché américain de ce nouvel implant destiné essentiellement aux chirurgies dégénératives de la colonne vertébrale.

2.4. ORGANISATION

Le dernier audit réglementaire a été mené par le GMED en janvier 2019 et a permis de renouveler les certificats CE. La dernière inspection de la FDA (Food and Drug Administration) s'est déroulée avec succès début décembre 2019 pour la commercialisation des implants aux Etats-Unis. Ces audits ont notamment confirmé le niveau de maîtrise des différents métiers mis en œuvre au sein du Groupe, avec des axes d'amélioration à poursuivre, en particulier en matière de formalisation des « bonnes pratiques ».

2.5. FINANCEMENT

Le Groupe a émis en septembre 2019 des obligations pour un montant de 6 millions de dollars au profit de Perceptive Advisors, un fonds d'investissement américain leader dans le domaine de la santé. Ce financement vient en complément de l'émission de novembre 2018 d'un montant de 30 millions de dollars.

Ce financement complémentaire a été mis en place aux mêmes conditions que l'émission des obligations de novembre 2018 et est constitué d'obligations senior garanties soumises au droit américain (New-York) portant intérêt au taux de 8,5 % augmenté du taux le plus élevé entre le LIBOR USD 3 mois et 2,5 %. Les obligations arriveront à échéance le 27 novembre 2022.

Le Groupe a également souscrit de nouveaux emprunts bancaires d'un montant total de 2,4 millions d'euros dans le cadre du financement de projets innovants et de divers matériels.

Enfin, le 23 janvier 2020, MEDICREA INTERNATIONAL a bouclé une augmentation de capital d'un montant de 8,5 millions d'euros par placement privé, portant sur un total de 2 421 653 actions émises au prix unitaire de 3,51 euros. Cette opération est destinée principalement à assurer les besoins en financement de la Société sur l'exercice 2020.

2.6. INFORMATIONS A PRENDRE EN COMPTE DANS LE CADRE DE LA CRISE SANITAIRE COVID-19

A la date d'établissement du présent document, les impacts économiques du virus COVID-19 sur l'activité du Groupe ainsi que les mesures prises pour y faire face peuvent être appréhendés de la manière suivante.

Dans tous les pays où le Groupe commercialise ses technologies, ses clients finaux sont des hôpitaux publics et des cliniques privées. En France, une large partie de son chiffre d'affaires est réalisée avec les centres hospitaliers publics et privés placés en alerte et réquisitionnés par les autorités sanitaires pour traiter les patients infectés par le virus et atteints d'une forme très sévère de la pathologie. Avec la propagation très rapide de la maladie et le passage en phase épidémique dite « 3 » du plan de lutte, la pleine mobilisation du système de santé a été instituée et l'ensemble des établissements de soin (en sus des établissements déjà identifiés COVID-19) ont été réquisitionnés pour participer activement à la prise en charge des patients justifiant une hospitalisation urgente.

Dans ce contexte, quasiment similaire dans tous les pays d'Europe et désormais également aux États-Unis, une saturation rapide de l'ensemble des établissements de santé, au niveau international, est inévitable à relativement court terme.

Le Groupe constate depuis ces dernières semaines un arrêt et un report quasi total de l'ensemble des chirurgies du rachis, notamment pour les patients avec des grandes déformations et des affections dégénératives, planifiées depuis des semaines, ceci afin que toutes les ressources opérationnelles des hôpitaux puissent se concentrer sur le traitement urgent des nombreux patients attendus gravement atteints par le COVID-19.

Ces reports sont apparus en France et en Espagne depuis le 12 mars dernier, en Belgique depuis le 16 mars. Aux États-Unis sur le marché principal du Groupe, les premiers reports de chirurgies commencent à être annoncés depuis le 17 mars et la tendance s'accélère chaque jour.

Dans toutes les filiales du Groupe, les salariés qui visitaient quotidiennement les hôpitaux et les cliniques ne peuvent désormais plus accéder à ces établissements. Le chiffre d'affaires quotidien est donc en diminution très significative depuis la 2^{ème} quinzaine du mois de mars.

Compte tenu des mesures drastiques de confinement déjà prises ou que vont être amenés à prendre l'ensemble des pays du monde, cette crise sanitaire devrait être jugulée d'ici septembre 2020.

Le Groupe s'est donc préparé et s'est rapidement organisé pour réduire et décaler la majorité de ses dépenses avec l'appui des différentes mesures gouvernementales annoncées dans chaque pays, en prévision d'une période quasi blanche de facturation sur le 2^{ème} trimestre 2020 pour entrevoir une reprise progressive des chirurgies vertébrales, pays après pays dans le courant du 3^{ème} trimestre 2020.

L'ensemble des salariés français et belges, y compris certains membres du comité de direction, est en chômage partiel depuis le 16 mars pour une durée non déterminée mais qui sera probablement d'au moins deux voire trois mois.

Le Groupe a négocié avec ses principaux fournisseurs pour repousser les commandes et les livraisons sur le 3^{ème} trimestre.

Les bailleurs des locaux de Lyon et de New York ont d'ores et déjà accepté de décaler l'encaissement des loyers des prochains mois.

L'ensemble des partenaires bancaires du Groupe dont la BPI ont pris les dispositions nécessaires pour surseoir aux remboursements d'échéances d'emprunts ou de paiement de redevances de crédit-bail jusqu'à fin septembre.

Le paiement des cotisations sociales et fiscales est repoussé comme cela a été permis dans le cadre des mesures gouvernementales d'urgence.

Le Groupe devrait encaisser rapidement le crédit impôt recherche 2019 (1 M€) dont la déclaration a été déposée dès la fin du mois de janvier.

Les efforts du Groupe portent actuellement sur le re-formatage de sa filiale aux États-Unis avec la suspension temporaire des contrats de travail concernant 25 salariés à la suite de leur mise en chômage technique (« furlough ») et dans l'attente des modalités d'application des mesures exceptionnelles que l'Administration américaine a annoncé pour soutenir les entreprises et leurs salariés.

Malgré ce contexte exceptionnel et difficile, le Groupe bénéficie de deux facteurs extrêmement favorables :

1- Le Groupe a levé des fonds fin janvier 2020 à hauteur de 8,5 M€. A la date d'arrêté des comptes, sans tenir compte de l'encaissement du crédit impôt recherche, la trésorerie est proche de 9 M€, et le montant des factures clients à encaisser s'établit à 3,6 M€. Par conséquent, en prenant toutes les mesures pour économiser et consommer le moins rapidement possible sa trésorerie, le Groupe est bien armé pour affronter cette crise pendant plusieurs mois et se redéployer dans de bonnes conditions pour profiter du fort rebond qui est prévisible à compter du 3ème ou du 4ème trimestre car,

2- Le Groupe bénéficiera automatiquement d'un puissant « effet de rattrapage » en sortie de crise. En effet, tous les patients qui ont besoin d'une chirurgie vertébrale devront la reprogrammer avec leur chirurgien. Ces patients souffrent beaucoup, ils n'ont plus une vie normale et il n'existe pour eux aucune alternative à la chirurgie qui était programmée avec des implants MEDICREA®, même s'ils peuvent en général attendre et supporter un report de leur date d'intervention de deux ou trois mois.

3. ETATS FINANCIERS CONSOLIDES EN NORMES IFRS AU 31 DECEMBRE 2019

3.1. COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

En euros	Notes	31.12.2019	31.12.2018 Retraité (1)
Chiffre d'affaires	3.1 et 4.2	32 721 405	32 279 021
Coût des ventes		(7 253 914)	(9 195 355)
Marge brute		25 467 491	23 083 666
<i>en % du chiffre d'affaires</i>		<i>77,8 %</i>	<i>71,5 %</i>
Frais de recherche et développement	4.6	(2 949 868)	(3 061 434)
Frais de commercialisation	4 et 5	(16 187 522)	(16 523 211)
Commissions sur ventes		(5 045 229)	(3 716 778)
Frais administratifs	4 et 5	(7 317 351)	(7 310 233)
Autres produits et charges opérationnels	4.9.2	(678 023)	(561 038)
Résultat opérationnel avant paiements en actions		(6 710 502)	(8 089 028)
Charges de personnel liées aux paiements en actions	5.5.3	(1 999 650)	(728 078)
Résultat opérationnel après paiements en actions	4.9.1	(8 710 152)	(8 817 106)
Coût de l'endettement financier net	8.3.1	(4 344 228)	(2 935 606)
Autres (charges) / produits financiers	8.3.2	(355 912)	166 002
(Charges) / produits d'impôts	9.1	(2 140 099)	(444 015)
Résultat net consolidé		(15 550 391)	(12 030 725)
Résultat net par action	10.2	(0,96)	(0,77)
Résultat net dilué par action	10.2	(0,96)	(0,77)

(1) Retraité des effets de l'application de la norme IFRS 16 – Contrats de location (voir note 1.2)

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

3.2. ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE

En euros	31.12.2019	31.12.2018 Retraité (1)
Résultat net consolidé	(15 550 391)	(12 030 725)
Ecarts de conversion	(87 136)	51 658
<i>dont impôts</i>	-	-
Autres éléments du résultat global recyclables en résultat	(87 136)	51 658
Ecarts actuariels sur plans de retraite à prestations définies	(40 816)	-
<i>dont impôts</i>	-	-
Autres éléments du résultat global non recyclables en résultat	(40 816)	-
Résultat global de l'exercice	(15 678 343)	(11 979 067)

(1) Retraité des effets de l'application de la norme IFRS 16 – Contrats de location (voir note 1.2)

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

3.3. BILAN CONSOLIDE

En euros	Notes	31.12.2019	31.12.2018 Retraité (1)
Goodwill	6.1	12 052 748	12 131 603
Immobilisations incorporelles	6.6	8 389 393	8 098 712
Immobilisations corporelles	6.6	23 856 452	25 873 322
Immobilisations financières	6.6	677 296	650 629
Impôts différés	9.3	664 417	2 302 820
Actif non courant		45 640 306	49 057 086
Stocks et en-cours	4.3	9 305 625	9 662 145
Clients et comptes rattachés	4.4	4 897 715	5 361 252
Autres actifs courants	4.4	2 648 894	2 480 928
Trésorerie et équivalents de trésorerie	8.1.5	3 807 308	10 802 725
Actif courant		20 659 542	28 307 050
Total actif		66 299 848	77 364 136
En euros	Notes	31.12.2019	31.12.2018 Retraité (1)
Capital	10.1	2 706 536	2 595 176
Primes d'émission, de fusion, d'apport	10.1	20 206 582	26 450 274
Réserves consolidées	10.1	(7 481 544)	(2 992 794)
Résultat de l'exercice	10.1	(15 550 391)	(12 030 725)
Capitaux propres		(118 817)	14 021 931
Avances conditionnées	8.2	-	100 000
Provisions non courantes	7.1	763 872	621 868
Impôts différés	9.3	560 967	669 701
Dettes financières long terme	8.1	49 911 676	46 552 124
Autres passifs non courants	4.5	89 015	174 672
Passif non courant		51 325 530	48 118 365
Provisions courantes	7.1	128 542	122 299
Dettes financières court terme	8.1	6 646 138	6 637 856
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4.5	5 040 892	4 803 155
Autres passifs courants	4.5	3 277 563	3 660 530
Passif courant		15 093 135	15 223 840
Total passif		66 299 848	77 364 136

(1) Retraité des effets de l'application de la norme IFRS 16 – Contrats de location (voir note 1.2)

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

3.4. TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE

En euros	Notes	31.12.2019	31.12.2018 Retraité (1)
Résultat net consolidé		(15 550 391)	(12 030 725)
Charges (produits) sans effets sur la trésorerie	8.1.6	11 050 981	9 116 070
Charges (produits) d'impôts (exigibles et différés)	8.1.6	1 031 398	(567 824)
Coût de l'endettement financier net	8.3.1	4 344 228	2 935 606
Capacité d'autofinancement		876 216	(546 873)
Impôts versés / remboursements d'impôts		(253 584)	(267 424)
Variation du besoin en fonds de roulement	8.1.6	(40 369)	244 997
Flux nets de trésorerie liés aux activités opérationnelles		582 263	(569 300)
Acquisitions d'immobilisations		(5 580 295)	(5 604 295)
Cessions d'immobilisations		40 955	220 097
Incidences des variations de périmètre		-	106 836
Subventions reçues / (reversées)	8.2	(100 000)	(96 250)
Variation nette des immobilisations financières		(20 826)	77 009
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement		(5 660 166)	(5 296 603)
Distribution de dividendes des filiales		(468 402)	-
Augmentation de capital		-	3 083 777
Emission d'emprunts		7 798 120	27 400 800
Remboursement d'emprunts		(3 298 003)	(21 907 595)
Intérêts versés		(3 856 420)	(1 937 107)
Autres variations	8.1.6	(2 675 598)	(1 797 153)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement		(2 500 303)	4 842 722
Variation des taux de change		244 238	(101 028)
Autres variations		6 348	50 646
Variation de trésorerie		(7 327 620)	(1 073 563)
Trésorerie à l'ouverture		10 018 668	11 092 231
Trésorerie à la clôture		2 691 048	10 018 668
dont trésorerie et équivalents de trésorerie	8.1.5	3 807 308	10 802 725
dont crédits à court terme et banques	8.1.3	(1 116 260)	(784 057)

(1) Retraité des effets de l'application de la norme IFRS 16 – Contrats de location (voir note 1.2)

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

3.5. VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES

En euros	Nombre d'actions	Capital social	Réserves	Capitaux propres consolidés
Capitaux propres au 31.12.2017 retraités (1)	15 082 911	2 413 266	18 724 260	21 137 526
Augmentation de capital	1 136 936	181 910	2 509 894	2 691 804
Résultat global de l'exercice 2018	-	-	(11 979 067)	(11 979 067)
Stock-options et actions gratuites	-	-	728 078	728 078
Autres variations	-	-	1 443 590	1 443 590
Capitaux propres au 31.12.2018 retraité (1)	16 219 847	2 595 176	11 426 755	14 021 931
Augmentation de capital	696 000	111 360	(111 360)	-
Résultat global de l'exercice 2019	-	-	(15 678 343)	(15 678 343)
Stock-options et actions gratuites	-	-	1 999 650	1 999 650
Distribution de dividendes	-	-	(468 402)	(468 402)
Autres variations	-	-	6 347	6 347
Capitaux propres au 31.12.2019	16 915 847	2 706 536	(2 825 353)	(118 817)

(1) Retraité des effets de l'application de la norme IFRS 16 – Contrats de location (voir note 1.2)

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

3.6. NOTES EXPLICATIVES

Les notes sur les états financiers font partie intégrante des comptes établis aux normes IFRS.

MEDICREA est cotée sur le marché Euronext Growth, code ISIN FR004178572, Mnémonique ALMED. Depuis août 2018, les titres de la Société sont également négociables sur le marché américain via la plateforme OTCQX Best Market sous les symboles MRNTF et MRNTY.

Les comptes consolidés relatifs à l'exercice 2019 ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 7 avril 2020. Ils seront soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale des actionnaires du 25 juin 2020.

NOTE 1 : PRINCIPES COMPTABLES

1.1 Référentiel appliqué

Les états financiers du Groupe MEDICREA au 31 décembre 2019 sont établis conformément aux normes comptables internationales IFRS, publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB), approuvées par l'Union Européenne en application du règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002 et disponibles sur le site ec.europa.eu/info/law/international-accounting-standards-regulation-ec-no-1606-2002/law-details_fr

Ces normes comprennent :

- les IAS (International Accounting Standards) ;
- les IFRS (International Financial Reporting Standards) ;
- les interprétations SIC (Standard Interpretation Committee) ;
- les interprétations IFRIC (International Financial Reporting Interpretation Committee).

1.1.1 Normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union Européenne et d'application obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2019

L'IASB a publié les normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union Européenne suivants :

Normes, Amendements et interprétations	IFRS 16 – Contrats de location Norme applicable au 1 ^{er} janvier 2019
Présentation et principes généraux	<p>Le 13 janvier 2016, l'IASB a publié la norme IFRS 16 « Contrats de location ». IFRS 16 remplace IAS 17 ainsi que les interprétations IFRIC et SIC associées. La norme IFRS 16 introduit des changements majeurs dans les principes d'évaluation, de comptabilisation et de présentation des contrats de location pour le preneur. Elle impose désormais à celui-ci de comptabiliser la grande majorité de ses contrats de location selon un modèle unique équivalent à celui appliqué pour comptabiliser les contrats de location financement selon IAS 17.</p> <p>Le preneur enregistre ainsi :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un actif non courant représentatif du droit d'utilisation du bien loué à l'actif de l'état de la situation financière consolidée ; - une dette financière représentative de l'obligation de payer ce droit au passif de l'état de la situation financière consolidée ; - des dotations aux amortissements des droits d'utilisation et des charges d'intérêts sur les dettes de location au compte de résultat consolidé. <p>À la date de prise d'effet du contrat de location, la dette de location est comptabilisée pour un montant égal à la valeur actualisée des paiements minimaux non encore versés ainsi que des paiements liés aux options que le preneur a la certitude raisonnable d'exercer. Ce montant est ensuite évalué au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. Il est d'une part augmentée pour prendre en compte les intérêts dus au titre du passif locatif et d'autre part diminué des loyers payés. À cette même date, le droit d'utilisation est évalué à son coût et comprend (i) le montant initial de la dette auquel sont ajoutés, s'il y a lieu, (ii) les paiements d'avance faits au loueur, nets le cas échéant, des avantages reçus du bailleur, (iii) les coûts directs initiaux encourus par le preneur pour la conclusion du contrat ainsi que (iv) l'estimation des coûts de démantèlement ou de remise en état du bien loué selon les termes du contrat. Ce montant est ensuite diminué des amortissements et des pertes de valeur constatés.</p> <p>Les droits d'utilisation sont amortis selon la méthode linéaire. Lorsque le contrat a pour effet de transférer au preneur la propriété du bien ou lorsqu'il comprend une option d'achat, qui sera exercée avec une certitude raisonnable, le droit d'utilisation est amorti sur la durée d'utilité de l'actif sous-jacent selon les mêmes conditions que celles appliquées aux actifs détenus en propre. Dans les autres cas, les droits d'utilisation sont amortis sur la durée d'utilisation raisonnablement certaine des actifs sous-jacents.</p> <p>Les paiements au titre de la location sont ventilés entre la charge financière et le remboursement du principal du passif locatif et sont reconnus dans les flux sur les opérations de financement, dans le tableau des flux de trésorerie consolidés. La part relative au remboursement du principal du passif locatif est réintégrée dans la détermination du cash-flow libre.</p> <p>Par la suite, la dette et le droit d'utilisation de l'actif sous-jacent doivent être réestimés pour prendre en compte les situations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la révision de la durée de location ; - toute modification liée à l'évaluation du caractère raisonnablement certain (ou non) de l'exercice d'une option ; - la réestimation des garanties de valeur résiduelle ; - la révision des taux ou indices sur lesquels sont basés les loyers ; - les ajustements des loyers. <p>Les principales mesures de simplifications prévues par la norme et retenues par le Groupe sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - exclusion des contrats de courte durée ; - exclusion des contrats portant sur des actifs de faible valeur. <p>Les loyers des contrats exclus du périmètre de la norme IFRS 16 ainsi que les paiements variables, non pris en compte lors de l'évaluation initiale de la dette, sont comptabilisés en charges opérationnelles.</p>
Incidences et modalités d'application de la nouvelle norme à la date de transition	<p>Le Groupe a notamment des contrats de location pour des terrains et bâtiments (centres de production, lieux de stockage et bureaux) précédemment considérés comme des contrats de location simple sous IAS 17 et pour lesquels un droit d'utilisation est désormais reconnu sous IFRS 16.</p> <p>Le Groupe a appliqué IFRS 16 selon la méthode rétrospective complète. Ainsi les états financiers publiés avant la date d'application de la norme ont été retraités.</p> <p>Les principales incidences liées à l'application d'IFRS 16 « Contrats de location » sont présentées en note 6.9.</p>

L'IASB a également publié les normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union européenne suivants et d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2019 :

Amendements à IFRS 9	Caractéristiques de remboursement anticipé avec rémunération négative.
Amendements à IAS 19	Avantages du personnel : Modification, réduction ou liquidation d'un régime.
Amendements à IAS 28	Intérêts à long terme dans les entreprises associées et coentreprises.
Interprétation IFRIC 23	Incertitude relative au traitement des impôts sur le résultat.
Améliorations annuelles des IFRS - cycle 2015-2017	Diverses dispositions.

Ces publications n'ont pas d'incidence significative sur les comptes consolidés du Groupe.

1.1.2 Normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union Européenne et d'application obligatoire aux exercices ouverts après le 1^{er} janvier 2020 et non anticipés par le Groupe

L'IASB a publié les normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union Européenne suivants :

Amendements à IFRS 9, IAS 39 et IFRS 7	Réforme de l'IBOR – Phase 1.
Amendements à IFRS 3	Définition d'un business.

Ces publications ne devraient pas avoir d'incidence significative sur les comptes consolidés du Groupe.

1.1.3 Normes, amendements et interprétations publiés par l'IASB et non encore adoptés par l'Union Européenne

L'IASB a publié les normes, amendements et interprétations suivants non encore adoptés par l'Union Européenne :

Normes, Amendements et interprétations		Date d'application (1)
Amendements à IAS 1 / IAS 8	Définition de la matérialité dans les états financiers.	1 ^{er} janvier 2020
Amendements à IFRS 3	Définition d'une activité.	1 ^{er} janvier 2020
Révision du cadre conceptuel de l'information financière	Modification des références au cadre conceptuel dans les normes IFRS.	1 ^{er} janvier 2020

(1) Sous réserve de l'adoption par l'Union Européenne

1.2 Retraitements des périodes comparatives

Les états financiers consolidés au 31 décembre 2018, publiés en mars 2019, ont été retraités des incidences de l'application rétrospective de la norme IFRS 16 – Contrats de location (voir note 6.8).

1.2.1 Impacts du retraitement du compte de résultat consolidé 2018

En euros	31.12.2018 Publié	IFRS 16	31.12.2018 Retraité
Chiffre d'affaires	32 279 021	-	32 279 021
Coût des ventes	(9 282 951)	87 596	(9 195 355)
Marge brute	22 996 070	87 596	23 083 666
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>71,2 %</i>	<i>0,3 %</i>	<i>71,5 %</i>
Frais de recherche et développement	(3 066 690)	5 256	(3 061 434)
Frais de commercialisation	(16 532 462)	9 251	(16 523 211)
Commissions sur ventes	(3 716 778)	-	(3 716 778)
Frais administratifs	(7 469 161)	158 928	(7 310 233)
Autres produits et charges opérationnels	(561 038)	-	(561 038)
Résultat opérationnel avant paiements en actions	(8 350 059)	261 031	(8 089 028)
Charges de personnel liées aux paiements en actions	(728 078)	-	(728 078)
Résultat opérationnel après paiements en actions	(9 078 137)	261 031	(8 817 106)
Coût de l'endettement financier net	(2 428 171)	(507 435)	(2 935 606)
Autres (charges) / produits financiers	166 002	-	166 002
(Charges) / produits d'impôts	(469 822)	25 807	(444 015)
Résultat net consolidé	(11 810 128)	(220 597)	(12 030 725)

1.2.2 Impacts du retraitement de l'état du résultat global 2018

En euros	31.12.2018 Publié	IFRS 16	31.12.2018 Retraité
Résultat net consolidé	(11 810 128)	(220 597)	(12 030 725)
Ecart de conversion	80 818	(29 160)	51 658
Résultat global total	(11 729 310)	(249 757)	(11 979 067)

1.2.3 Impacts du retraitement du bilan consolidé 2018

En euros	31.12.2018 Publié	IFRS 16	31.12.2018 Retraité
Goodwill	12 131 603	-	12 131 603
Immobilisations incorporelles	8 098 712	-	8 098 712
Immobilisations corporelles	10 353 786	15 519 536	25 873 322
Immobilisations financières	650 629	-	650 629
Impôts différés	2 122 210	180 610	2 302 820
Actif non courant	33 356 940	15 700 146	49 057 086
Stocks et en-cours	9 662 145	-	9 662 145
Clients et comptes rattachés	5 361 252	-	5 361 252
Autres actifs courants	2 480 928	-	2 480 928
Trésorerie et équivalents de trésorerie	10 802 725	-	10 802 725
Actif courant	28 307 050	-	28 307 050
Total actif	61 663 990	15 700 146	77 364 136
En euros	31.12.2018 Publié	IFRS 16	31.12.2018 Retraité
Capital	2 595 176	-	2 595 176
Primes d'émission, de fusion, d'apport	26 450 274	-	26 450 274
Réserves consolidées	(2 308 227)	(684 567)	(2 992 794)
Résultat de l'exercice	(11 810 128)	(220 597)	(12 030 725)
Capitaux propres	14 927 095	(905 164)	14 021 931
Avances conditionnées	100 000	-	100 000
Provisions non courantes	621 868	-	621 868
Impôts différés	669 701	-	669 701
Dettes financières long terme	31 730 339	14 821 785	46 552 124
Autres passifs non courants	174 672	-	174 672
Passif non courant	33 296 580	14 821 785	48 118 365
Provisions courantes	122 299	-	122 299
Dettes financières court terme	4 854 331	1 783 525	6 637 856
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 803 155	-	4 803 155
Autres passifs courants	3 660 530	-	3 660 530
Passif courant	13 440 315	1 783 525	15 223 840
Total passif	61 663 990	15 700 146	77 364 136

1.2.4 Impacts du retraitement du tableau des flux de trésorerie consolidé 2018

En euros	31.12.2018 Publié	IFRS 16	31.12.2018 Retraité
Résultat net consolidé	(11 810 128)	(220 597)	(12 030 725)
Charges (produits) sans effets sur la trésorerie	7 142 211	1 973 859	9 116 070
Charges (produits) d'impôt (exigible et différé)	(542 017)	(25 807)	(567 824)
Coût de l'endettement financier net	2 428 171	507 435	2 935 606
Capacité d'autofinancement	(2 781 763)	2 234 890	(546 873)
Impôts versés / remboursements d'impôts	(267 424)	-	(267 424)
Variation du besoin en fonds de roulement	244 997	-	244 997
Flux nets de trésorerie liés aux activités opérationnelles	(2 804 190)	2 234 890	(569 300)
Acquisitions d'immobilisations	(5 604 295)	-	(5 604 295)
Cessions d'immobilisations	220 097	-	220 097
Incidences des variations de périmètre	106 836	-	106 836
Subventions reçues / (reversées)	(96 250)	-	(96 250)
Variation nette des immobilisations financières	77 009	-	77 009
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(5 296 603)	-	(5 296 603)
Augmentation de capital	3 083 777	-	3 083 777
Emission d'emprunts	27 400 800	-	27 400 800
Remboursement d'emprunts	(20 185 922)	(1 721 673)	(21 907 595)
Intérêts versés	(1 429 672)	(507 435)	(1 937 107)
Autres variations	(1 797 153)	-	(1 797 153)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	7 071 830	(2 229 108)	4 842 722
Variation des taux de change	(117 247)	16 219	(101 028)
Autres variations	72 647	(22 001)	50 646
Variation de trésorerie	(1 073 563)	-	(1 073 563)
Trésorerie à l'ouverture	11 092 231	-	11 092 231
Trésorerie à la clôture	10 018 668	-	10 018 668
<i>dont trésorerie et équivalents de trésorerie</i>	<i>10 802 725</i>	<i>-</i>	<i>10 802 725</i>
<i>dont crédits à court terme et banques</i>	<i>(784 057)</i>	<i>-</i>	<i>(784 057)</i>

1.3 Bases de préparation

Les états financiers consolidés sont établis en euros selon le respect du principe de continuité d'exploitation, comme décrit à la note 8.6.1. « Engagements donnés dans le cadre de crédits moyen terme » qui s'apprécie en fonction de la capacité du Groupe au cours des 12 mois postérieurs à la date d'arrêté des comptes à faire face aux besoins de trésorerie liés à son exploitation, à ses investissements et aux remboursements de ses dettes financières à court terme grâce à une capacité d'autofinancement positive et/ou en générant des ressources financières suffisantes.

Dans le cadre du processus d'établissement des comptes consolidés, l'évaluation de certains soldes du bilan ou du compte de résultat nécessite l'utilisation d'hypothèses, estimations ou appréciations. Il s'agit notamment de la valorisation des actifs incorporels, de la détermination du montant des provisions pour passifs courants et non courants ou des provisions pour dépréciation des stocks, de la valorisation des avantages donnant accès au capital de la société, stock-options et actions gratuites et le cas échéant, des actifs d'impôts différés.

Les changements rapides des contextes économiques accroissent les difficultés d'évaluation et d'estimation de certains actifs et passifs, et les aléas sur les évolutions des activités. Les estimations faites par la direction ont été effectuées en fonction des éléments dont elle disposait au 31 décembre 2019, après prise en compte des événements postérieurs à cette période, conformément à la norme IAS 10, mais avant les mesures de confinement généralisé décrétées tour à tour par de nombreux pays dans le monde entier avec la généralisation de la pandémie liée au corona virus. Ces hypothèses, estimations ou appréciations établies sur la base d'informations ou de situations existantes à la date d'établissement des comptes, pourraient se révéler, dans le futur, différentes de la réalité en raison notamment de la crise sanitaire Covid-19 et de ses conséquences sur l'activité du Groupe.

Lorsque des événements, des situations nouvelles ou des indices de perte de valeur montrent que la valeur comptable de certains actifs corporels ou incorporels est susceptible de ne pas être recouvrable, un test de dépréciation est alors réalisé. Celui-ci consiste à comparer la valeur comptable à la valeur recouvrable estimée à partir de la valeur d'utilité en l'absence de juste valeur nette des coûts de sortie estimable de manière fiable. Si la valeur recouvrable est inférieure à la valeur nette comptable de ces actifs, cette dernière est ramenée à la valeur recouvrable par comptabilisation d'une dépréciation.

La valeur d'utilité est calculée comme la somme actualisée des flux de trésorerie futurs estimés attendus de l'utilisation des actifs.

Au 31 décembre 2019, le Groupe n'a pas connaissance de changements d'estimation ayant un effet significatif sur la période. **Les conséquences estimées les plus probables à la date d'arrêté des comptes sur l'activité du Groupe de la crise sanitaire mondiale liée à la pandémie de Covid-19 sont détaillées au paragraphe 2.6.**

NOTE 2 : PERIMETRE DE CONSOLIDATION

2.1 Méthode de consolidation

La consolidation est réalisée à partir des comptes statutaires des différentes entités juridiques composant le Groupe arrêtés au 31 décembre 2019.

Les filiales dans lesquelles le Groupe exerce directement ou indirectement le contrôle sont consolidées par intégration globale. Le contrôle d'une société existe lorsque le Groupe :

- détient le pouvoir sur la société ;
- est exposé ou a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec la société ;
- a la capacité d'exercer son pouvoir sur la société de manière à influencer sur le montant des rendements qu'il obtient.

Toutes les transactions entre les sociétés consolidées sont éliminées, de même que les résultats internes au Groupe (plus-values sur cessions d'actifs, marges en stocks, amortissements et dépréciations d'actifs fabriqués et détenus par le Groupe).

Les résultats des filiales acquises sont consolidés à compter de la date à laquelle le contrôle est exercé.

2.2 Méthodes de conversion

2.2.1 Conversion des états financiers libellés en devises étrangères

La monnaie de présentation des comptes consolidés du Groupe est l'euro.

Les états financiers de chacune des sociétés consolidées sont préparés en monnaie fonctionnelle, c'est-à-dire dans la monnaie de l'environnement économique principal dans lequel chaque filiale opère et qui correspond à la monnaie locale.

Les états financiers des sociétés dont la monnaie fonctionnelle n'est pas l'euro sont convertis en euros comme indiqué ci-après :

- aux cours de clôture pour les postes du bilan ;
- aux cours moyens de la période pour les éléments du compte de résultat ;
- aux cours moyens de la période pour les éléments du tableau des flux de trésorerie.

Les différences de change résultant de l'application de ces cours sont inscrites dans les capitaux propres, en « écarts de conversion » et en « écart de conversion relatif aux liquidités » pour le tableau des flux de trésorerie.

Les principaux cours de conversion utilisés sont les suivants :

Cours moyens :

1 euro =	USD	GBP	PLN	AUD
31 décembre 2019	1,12125	0,87951	4,30270	1,60976
31 décembre 2018	1,18384	0,88535	4,25803	1,58170
31 décembre 2017	1,12493	0,87313	4,26218	1,47279

Cours de clôture :

1 euro =	USD	GBP	PLN	AUD
31 décembre 2019	1,12340	0,85080	4,25680	1,59950
31 décembre 2018	1,14500	0,89453	4,30140	1,62200
31 décembre 2017	1,19930	0,88723	4,17700	1,53460

2.2.2 Transactions en devises étrangères

Les transactions réalisées par une société dans une devise autre que sa monnaie fonctionnelle sont converties au cours de change en vigueur au moment de la transaction. Les actifs et passifs monétaires exprimés en devises sont convertis au cours de clôture. Les actifs et passifs non monétaires libellés en devises étrangères sont comptabilisés au cours historique en vigueur à la date de la transaction.

Les différences de change résultant de la conversion des transactions en devises sont généralement incluses dans le compte de résultat.

Certains prêts et emprunts libellés en devises étrangères sont considérés, en substance, comme faisant partie intégrante de l'investissement net dans une filiale dont la monnaie fonctionnelle n'est pas l'euro, lorsque leurs règlements ne sont ni planifiés, ni probables dans un avenir prévisible. Les différences de change relatives à ces prêts et emprunts sont comptabilisées en autres éléments du résultat global, dans les écarts de conversion, pour leur montant net d'impôts. Ce traitement spécifique s'applique jusqu'à la date de sortie définitive de l'investissement net ou jusqu'au moment où le remboursement partiel ou total de ces emprunts ou prêts devient hautement probable.

À compter de la date de déqualification de l'investissement net, les écarts de conversion générés postérieurement sont comptabilisés en autres produits et charges financiers dans le compte de résultat consolidé. Les écarts de conversion comptabilisés antérieurement en autres éléments du résultat global ne sont recyclés en résultat qu'à la date de cession partielle ou totale de la filiale. Le Groupe examine au cas par cas si le remboursement partiel ou total des emprunts et prêts constitue une sortie partielle ou totale de la filiale.

2.3 Regroupements d'entreprises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition :

- le coût d'une acquisition est évalué à la juste valeur de la contrepartie transférée, y compris tout ajustement de prix, à la date de prise de contrôle. Toute variation ultérieure de juste valeur d'un ajustement de prix est comptabilisée en résultat ou en autres éléments du résultat global, selon les normes applicables ;
- la différence entre la contrepartie transférée et la juste valeur des actifs identifiables acquis et des passifs assumés à la date de prise de contrôle représente le goodwill, comptabilisé à l'actif.

Les ajustements de la juste valeur des actifs identifiables acquis et des passifs repris enregistrés sur une base provisoire (en raison de travaux d'expertise en cours ou d'analyses complémentaires) sont comptabilisés comme des ajustements rétrospectifs du goodwill s'ils interviennent dans la période d'un an à compter de la date d'acquisition et s'ils résultent de faits et circonstances existant à la date d'acquisition. Au-delà de ce délai, les effets sont constatés directement en résultat, comme tout changement d'estimation.

Pour chaque prise de contrôle impliquant une prise de participation inférieure à 100 %, la fraction d'intérêt non acquise est évaluée :

- soit à sa juste valeur : dans ce cas, un goodwill est comptabilisé pour la part relative aux participations ne donnant pas le contrôle (méthode du goodwill complet) ;
- soit à sa quote-part d'actif net identifiable de l'entité acquise : dans ce cas, seul un goodwill au titre de la part acquise est comptabilisé (méthode du goodwill partiel).

Les coûts directement attribuables à l'acquisition sont comptabilisés sur la ligne « Autres produits et charges opérationnels sur la période au cours de laquelle ils sont encourus. Les ajustements ou compléments de prix éventuels du regroupement d'entreprises sont valorisés à la juste valeur à la date de l'acquisition même si leur réalisation n'est pas considérée comme probable.

Dans un regroupement d'entreprises réalisé par étapes, la participation que le Groupe détenait précédemment dans l'entreprise acquise est réévaluée, au moment de la prise de contrôle de cette entreprise, à la juste valeur par le compte de résultat. Pour la détermination du goodwill à la date d'obtention du contrôle, la juste valeur de la contrepartie transférée (par exemple le prix payé) est augmentée de la juste valeur de la participation précédemment détenue par le Groupe. Le montant des autres éléments du résultat global précédemment comptabilisé au titre de la participation détenue avant la prise de contrôle est recyclé en compte de résultat.

2.4 Evolution du périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation comprend les sociétés :

- MEDICREA INTERNATIONAL (société mère du Groupe) ;
- MEDICREA USA ;
- MEDICREA TECHNOLOGIES UK (société mise en sommeil) ;
- MEDICREA GMBH (société mise en sommeil) ;
- MEDICREA POLAND ;
- MEDICREA BELGIUM ;
- MEDICREA AUSTRALIA.

S'agissant de MEDICREA BELGIUM, société anonyme de droit belge créée en février 2018 et dont MEDICREA INTERNATIONAL détient 63,25 % au 31 décembre 2019, un pacte d'actionnaires encadre les engagements croisés d'achat et de vente de la participation résiduelle de 36,75 % détenue par l'actionnaire minoritaire et qui s'échelonnent sur la période 2020 – 2022 comme suit :

- En 2020, rachat de 12,25 % des titres sur la base de 10 X l'EBITDA (*) 2019 de MEDICREA BELGIUM ;
- En 2021, rachat de 12,25 % des titres sur la base de 10 X l'EBITDA (*) 2020 de MEDICREA BELGIUM ;
- En 2022, rachat de 12,25 % des titres sur la base de 10 X l'EBITDA (*) 2021 de MEDICREA BELGIUM.

Au 31 décembre 2019, la juste valeur de l'engagement de rachat des 36,75 % du capital de MEDICREA BELGIUM est valorisée pour un montant de 6,3 millions d'euros sur la base de l'EBITDA (*) 2019 et des prévisionnels d'EBITDA (*) 2020 et 2021.

S'agissant de MEDICREA AUSTRALIA, société de droit australien créée en juin 2018 et dont MEDICREA INTERNATIONAL détient 51 % au 31 décembre 2019, un pacte d'actionnaires encadre les engagements croisés d'achat et de vente de la participation résiduelle de 49 % détenue par l'actionnaire minoritaire et qui s'échelonnent sur la période 2021 – 2024 comme suit :

- En 2021, rachat de 12,25 % des titres sur la base de 7 X l'EBITDA (*) 2020 de MEDICREA AUSTRALIA ;
- En 2022, rachat de 12,25 % des titres sur la base de 7 X l'EBITDA (*) 2021 de MEDICREA AUSTRALIA ;
- En 2023, rachat de 12,25 % des titres sur la base de 7 X l'EBITDA (*) 2022 de MEDICREA AUSTRALIA ;
- En 2024, rachat de 12,25 % des titres sur la base de 7 X l'EBITDA (*) 2023 de MEDICREA AUSTRALIA.

Au 31 décembre 2019, la juste valeur de l'engagement de rachat des 49 % du capital de MEDICREA AUSTRALIA est valorisée pour un montant de 0,8 million d'euros sur la base des prévisionnels d'EBITDA (*) 2020 à 2023.

(*) Résultat opérationnel avant intérêts, amortissements et dépréciations.

Les pourcentages de contrôle et d'intérêts au 31 décembre 2019 sont détaillés dans le tableau ci-dessous :

	Siège social		Pourcentage de contrôle	Pourcentage d'intérêts
MEDICREA INTERNATIONAL	 Rillieux-la-Pape, FR		Société mère	
MEDICREA USA	 New-York, US		100 %	100 %
MEDICREA TECHNOLOGIES UK	 Preston, GB		100 %	100 %
MEDICREA GMBH	 Köln, DE		100 %	100 %
MEDICREA POLAND	 Łódź, PL		100 %	100 %
MEDICREA BELGIUM	 Houwaart, BE		63 %	100 %
MEDICREA AUSTRALIA	 Brisbane, AU		51 %	100 %

La participation majoritaire de MEDICREA INTERNATIONAL dans les sociétés MEDICREA BELGIUM et MEDICREA AUSTRALIA, et qui s'accompagnera comme évoquée ci-dessus, du rachat échelonné dans le temps de la totalité du capital détenu par les actionnaires minoritaires de ces deux sociétés, a été appréhendée comptablement comme une opération unique sur la base des éléments suivants :

- les deux transactions (participation majoritaire et engagement de rachat de la quote part détenue par les actionnaires minoritaires) ont été conclues simultanément ;
- l'effet économique de ces deux transactions doit être appréhendé comme celui d'une transaction unique ;
- la réalisation de l'une des transactions est conditionnée par la réalisation de l'autre ;
- l'une des transactions ne se justifie économiquement que considérée conjointement avec l'autre transaction.

Ainsi, dans les comptes annuels du Groupe au 31 décembre 2019, 100 % des sociétés MEDICREA BELGIUM et MEDICREA AUSTRALIA ont été consolidés alors même que le pourcentage de contrôle de MEDICREA INTERNATIONAL dans ces filiales est respectivement de 63% et 51%. Les engagements de rachat de la quote part détenus par les actionnaires minoritaires des sociétés MEDICREA BELGIUM et MEDICREA AUSTRALIA ont été constatés en autres dettes financières.

NOTE 3 : INFORMATION SECTORIELLE

Conformément aux dispositions de la norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels », l'information sectorielle présentée ci-après est basée sur le reporting interne utilisé par la Direction Générale pour évaluer les performances et allouer les ressources aux différents secteurs identifiés. La Direction Générale représente le principal décideur opérationnel au sens de la norme IFRS 8.

Le Groupe MEDICREA réalise l'essentiel de son activité dans un seul secteur d'activité, celui des implants pour la colonne vertébrale. Par conséquent, le Groupe ne présente qu'un seul niveau d'information sectorielle caractérisé par la zone géographique qui correspond par ailleurs à l'organisation fonctionnelle du Groupe via ses entités de commercialisation.






Les différentes zones géographiques sont les suivantes :

- France ;
- Etats-Unis ;
- Pologne ;
- Belgique ;
- Australie ;
- Reste du monde.






Les dépenses des départements Recherche et Développement, Marketing, Distribution Export, Finance et Administration Générale engagées par le siège du Groupe sont toutes présentées sous le secteur « France », sans réallocation analytique sur les autres zones géographiques (voir point 3.2)

3.1 Répartition du chiffre d'affaires par zone géographique

Par zone géographique, le chiffre d'affaires se répartit comme suit :






	31.12.2019		31.12.2018	
	En euros	En %	En euros	En %
	6 513 260	20 %	6 080 368	19 %
	17 886 721	55 %	15 566 697	48 %
	275 370	1 %	292 140	1 %
	3 730 638	11 %	5 064 349	16 %
	641 386	2 %	218 205	1 %
Reste du monde	3 674 030	11 %	5 057 262	15 %
<i>dont Europe</i>	<i>1 442 613</i>		<i>2 645 556</i>	
<i>dont Amérique du Sud</i>	<i>926 248</i>		<i>1 034 365</i>	
<i>dont Asie</i>	<i>896 862</i>		<i>864 468</i>	
<i>dont Océanie</i>	<i>67 109</i>		<i>172 097</i>	
<i>dont Moyen Orient et Afrique</i>	<i>341 198</i>		<i>340 776</i>	
Total	32 721 405	100 %	32 279 021	100 %

3.2 Compte de résultat sectoriel 2019

En euros	 (1)					Reste du monde	Total 31.12.2019
Chiffre d'affaires	6 513 260	17 886 721	275 370	3 730 638	641 386	3 674 030	32 721 405
Coût des ventes	(2 428 717)	(2 100 993)	(113 226)	(971 258)	(99 287)	(1 540 433)	(7 253 914)
Marge brute	4 084 543	15 785 728	162 144	2 759 380	542 099	2 133 597	25 467 491
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>62,7 %</i>	<i>88,3 %</i>	<i>58,9 %</i>	<i>74,0 %</i>	<i>84,5 %</i>	<i>58,1 %</i>	<i>77,8 %</i>
Frais de recherche et développement	(2 109 656)	(830 905)	(850)	(2 331)	(2 751)	(3 375)	(2 949 868)
Frais de commercialisation	(4 835 403)	(8 650 273)	(391 633)	(871 235)	(443 723)	(995 255)	(16 187 522)
Commissions sur ventes	(137 144)	(4 908 085)	-	-	-	-	(5 045 229)
Frais administratifs	(4 671 626)	(2 262 945)	(33 134)	(130 911)	(79 180)	(139 555)	(7 317 351)
Autres produits et charges opérationnels	(192 335)	(496 910)	-	12 000	-	(778)	(678 023)
Résultat opérationnel avant paiement en actions	(7 861 621)	(1 363 390)	(263 473)	1 766 903	16 445	994 634	(6 710 502)
Charges de personnel liées aux paiements en actions	(1 696 612)	(303 038)	-	-	-	-	(1 999 650)
Résultat opérationnel après paiement en actions	(9 558 233)	(1 666 428)	(263 473)	1 766 903	16 445	994 634	(8 710 152)
Coût de l'endettement financier net	(3 878 650)	(403 361)	(7 730)	(33 569)	-	(20 918)	(4 344 228)
Autres (charges) / produits financiers	(356 538)	-	(23)	-	-	649	(355 912)
(Charges) / produits d'impôts	-	(1 597 415)	5 245	(553 307)	5 378	-	(2 140 099)
Résultat net consolidé	(13 793 421)	(3 667 204)	(265 981)	1 180 027	21 823	974 365	(15 550 391)

(1) Les frais généraux et de support du siège localisé en France ne sont pas réalloués dans l'analyse ci-dessus aux différentes entités composant le Groupe






3.3 Compte de résultat sectoriel 2018 retraité






En euros	 (2)					Reste du monde	Total 31.12.2018 Retraité (3)
Chiffre d'affaires	6 080 368	15 566 697	292 140	5 064 349	218 205	5 057 262	32 279 021
Coût des ventes	(2 412 330)	(2 769 024)	(122 613)	(1 721 398)	(29 592)	(2 140 398)	(9 195 355)
Marge brute	3 668 038	12 797 673	169 527	3 342 951	188 613	2 916 864	23 083 666
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>60,3 %</i>	<i>82,2 %</i>	<i>58,0 %</i>	<i>66,0 %</i>	<i>86,4 %</i>	<i>57,7 %</i>	<i>71,5 %</i>
Frais de recherche et développement	(2 514 090)	(542 323)	(760)	(1 928)	(945)	(1 388)	(3 061 434)
Frais de commercialisation	(4 355 528)	(8 706 878)	(546 331)	(1 273 860)	(89 757)	(1 550 857)	(16 523 211)
Commissions sur ventes	(97 485)	(3 532 228)	-	-	(87 065)	-	(3 716 778)
Frais administratifs	(4 759 389)	(2 087 381)	(38 343)	(114 927)	(25 557)	(284 636)	(7 310 233)
Autres produits et charges opérationnels	(61 123)	(154 845)	-	(653)	-	(344 417)	(561 038)
Résultat opérationnel avant paiement en actions	(8 119 577)	(2 225 982)	(415 907)	1 951 583	(14 711)	735 566	(8 089 028)
Charges de personnel liées aux paiements en actions	(368 574)	(359 504)	-	-	-	-	(728 078)
Résultat opérationnel après paiement en actions	(8 488 151)	(2 585 486)	(415 907)	1 951 583	(14 711)	735 566	(8 817 106)
Coût de l'endettement financier net	(2 470 883)	(393 339)	(6 281)	(41 534)	-	(23 569)	(2 935 606)
Autres (charges) / produits financiers	166 291	-	(29)	986	-	(1 246)	166 002
(Charges) / produits d'impôts	-	199 837	(3 191)	(645 161)	(1 653)	6 153	(444 015)
Résultat net consolidé	(10 792 743)	(2 778 988)	(425 408)	1 265 874	(16 364)	716 904	(12 030 725)

(2) Les frais généraux et de support du siège localisé en France ne sont pas réalloués dans l'analyse ci-dessus aux différentes entités composant le Groupe






(3) Retraité des effets de l'application de la norme IFRS 16 – Contrats de location (voir note 6.8)

3.4 Bilan sectoriel 2019

En euros						Reste du monde	Total 31.12.2019
Goodwill	12 052 748	-	-	-	-	-	12 052 748
Immobilisations incorporelles	7 422 825	966 568	-	-	-	-	8 389 393
Immobilisations corporelles	16 294 821	6 630 654	114 095	417 544	164 117	235 221	23 856 452
Immobilisations financières	361 722	304 870	10 704	-	-	-	677 296
Impôts différés	560 955	134 522	-	(36 291)	5 231	-	664 417
Actif non courant	36 693 071	8 036 614	124 799	381 253	169 348	235 221	45 640 306
Stocks et en-cours	7 489 725	1 131 472	139 716	414 228	130 484	-	9 305 625
Clients et comptes rattachés	1 081 676	2 302 762	67 244	707 286	262 055	476 692	4 897 715
Autres actifs courants	2 292 407	296 653	7 058	5 408	45 876	1 492	2 648 894
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 061 239	374 610	20 411	1 252 779	89 334	8 935	3 807 308
Actif courant	12 925 047	4 105 497	234 429	2 379 701	527 749	487 119	20 659 542
Total actif	49 618 118	12 142 111	359 228	2 760 954	697 097	722 340	66 299 848

En euros						Reste du monde	Total 31.12.2019
Capital	2 706 536	-	-	-	-	-	2 706 536
Primes d'émission, de fusion, d'apport	20 206 582	-	-	-	-	-	20 206 582
Réserves consolidées	(15 779 832)	7 681 366	567 703	(279 936)	626 819	(297 664)	(7 481 544)
Résultat Groupe de la période	(13 793 421)	(3 667 204)	(265 981)	1 180 027	21 823	974 365	(15 550 391)
Capitaux propres	(6 660 135)	4 014 162	301 722	900 091	648 642	676 701	(118 817)
Provisions non courantes	763 872	-	-	-	-	-	763 872
Impôts différés	560 967	-	-	-	-	-	560 967
Dettes financières long terme	44 603 838	5 166 577	2 593	138 668	-	-	49 911 676
Autres passifs non courants	-	89 015	-	-	-	-	89 015
Passif non courant	45 928 677	5 255 592	2 593	138 668	-	-	51 325 530
Provisions courantes	128 542	-	-	-	-	-	128 542
Autres passifs financiers courants	5 289 069	778 726	9 386	568 957	-	-	6 646 138
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 772 433	1 865 799	2 768	353 849	404	45 639	5 040 892
Autres passifs courants	2 159 532	227 832	42 759	799 389	48 051	-	3 277 563
Passif courant	10 349 576	2 872 357	54 913	1 722 195	48 455	45 639	15 093 135
Total passif	49 618 118	12 142 111	359 228	2 760 954	697 097	722 340	66 299 848

3.5 Bilan sectoriel 2018 retraité

En euros						Reste du monde	Total 31.12.2018 Retraité (1)
Goodwill	12 131 603	-	-	-	-	-	12 131 603
Immobilisations incorporelles	6 956 142	1 142 570	-	-	-	-	8 098 712
Immobilisations corporelles	17 446 142	7 350 615	258 911	436 191	107 394	274 069	25 873 322
Immobilisations financières	342 921	299 119	8 589	-	-	-	650 629
Impôts différés	669 688	1 670 030	(5 244)	(30 238)	(1 416)	-	2 302 820
Actif non courant	37 546 496	10 462 334	262 256	405 953	105 978	274 069	49 057 086
Stocks et en-cours	7 798 134	1 341 624	133 830	295 126	80 713	12 718	9 662 145
Clients et comptes rattachés	1 143 359	2 565 781	71 676	550 529	77 822	952 085	5 361 252
Autres actifs courants	2 150 252	298 402	8 088	5 618	7 047	11 521	2 480 928
Trésorerie et équivalents de trésorerie	8 157 588	574 234	28 803	1 983 138	27 021	31 941	10 802 725
Actif courant	19 249 333	4 780 041	242 397	2 834 411	192 603	1 008 265	28 307 050
Total actif	56 795 829	15 242 375	504 653	3 240 364	298 581	1 282 334	77 364 136
Capital	2 595 176	-	-	-	-	-	2 595 176
Primes d'émission, de fusion, d'apport	26 450 274	-	-	-	-	-	26 450 274
Réserves consolidées	(14 383 597)	9 287 387	828 331	522 685	258 376	494 024	(2 992 794)
Résultat Groupe de la période	(10 792 743)	(2 778 988)	(425 408)	1 265 874	(16 364)	716 904	(12 030 725)
Capitaux propres	3 869 110	6 508 399	402 923	1 788 559	242 012	1 210 928	14 021 931
Avances conditionnées	100 000	-	-	-	-	-	100 000
Provisions non courantes	621 868	-	-	-	-	-	621 868
Impôts différés	669 701	-	-	-	-	-	669 701
Dettes financières long terme	40 600 454	5 833 147	11 855	106 668	-	-	46 552 124
Autres passifs non courants	-	174 672	-	-	-	-	174 672
Passif non courant	41 992 023	6 007 819	11 855	106 668	-	-	48 118 365
Provisions courantes	122 299	-	-	-	-	-	122 299
Autres passifs financiers courants	5 826 370	716 395	28 231	66 684	-	176	6 637 856
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 693 753	1 729 030	5 332	263 985	51 618	59 437	4 803 155
Autres passifs courants	2 292 274	280 732	56 312	1 014 468	4 951	11 793	3 660 530
Passif courant	10 934 696	2 726 157	89 875	1 345 137	56 569	71 406	15 223 840
Total passif	56 795 829	15 242 375	504 653	3 240 364	298 581	1 282 334	77 364 136

(1) Retraité des effets de l'application de la norme IFRS 16 – Contrats de location (voir note 6.8)

NOTE 4 : DONNEES OPERATIONNELLES

4.1 Indicateurs opérationnels de performance

Les indicateurs opérationnels de performance utilisés par le Groupe sont les suivants :

- le chiffre d'affaires ;
- la marge brute en pourcentage du chiffre d'affaires ;
- le résultat opérationnel avant amortissements et dépréciations ;
- le nombre de chirurgies UNiD[®].

4.2 Chiffre d'affaires

La norme IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients » base la reconnaissance du chiffre d'affaires sur le transfert du contrôle. Dans la majorité des cas au sein du Groupe, le transfert du contrôle intervient au même moment que le transfert des risques, c'est-à-dire lors de l'expédition des produits. Mais dans certains cas, lorsque le Groupe livre directement les établissements de santé, les implants et instruments sont mis en dépôt. Ils ne sont donc pas facturés au moment de la livraison et restent comptabilisés dans les actifs du Groupe. Seuls les implants ayant fait l'objet d'une pose et/ou éventuellement les instruments perdus ou cassés sont par la suite facturés.

Des inventaires des actifs en dépôts sont réalisés de façon régulière, soit directement sur le terrain, soit après renvoi et examen des actifs dans les centres de distribution du Groupe et les ajustements comptables nécessaires sont enregistrés dans les états financiers.

Le chiffre d'affaires est composé de la valeur hors taxes des biens et services vendus par les sociétés intégrées dans le cadre normal de leur activité après élimination des ventes intra-groupe.

Le résultat issu du débouclage des couvertures de change portant sur les transactions commerciales est présenté en autres produits et charges opérationnels.

Le chiffre d'affaires par nature se décompose de la manière suivante :

En euros	31.12.2019	31.12.2018
Ventes d'implants et instruments	32 666 455	31 278 081
Prestations centre de réparations	-	982 796
Autres produits	54 950	18 144
Chiffre d'affaires	32 721 405	32 279 021

Sur l'année 2019, les ventes atteignent 32,7 millions d'euros et progressent de +11% par rapport à la même période de l'exercice précédent à périmètre comparable, le Groupe ayant cessé en 2019 la commercialisation d'activités non stratégiques ayant représenté 2,9 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2018. Les marchés américain, belge et français nourrissent cette croissance, complétée par le développement de l'activité en Australie.

Le développement de MEDICREA[®] sur l'exercice 2019 s'analyse avant tout par la percée de son activité stratégique de planification chirurgicale préopératoire et de conception d'implants sur mesure UNiD ASI[™]. En 2019, ce sont plus de 1 850 chirurgies avec des implants sur mesure MEDICREA[®] qui ont été réalisées, soit une augmentation globale de +48 % par rapport à 2018, et de +55 % pour le seul marché américain.

4.3 Stocks et en-cours

Les stocks de matières premières sont évalués au prix moyen pondéré, incluant les frais d'approche.

Les stocks de produits finis et semi finis ainsi que les en-cours sont valorisés au coût de revient, hors frais de commercialisation.

Une dépréciation est constatée dès lors que la valeur probable de réalisation du stock est inférieure à sa valeur comptable.

Les stocks en valeurs brutes et nettes se répartissent comme suit :

En euros	31.12.2019			31.12.2018		
	Valeurs brutes	Dépréciations	Valeurs nettes	Valeurs brutes	Dépréciations	Valeurs nettes
Matières premières	397 319	(87 107)	310 212	378 569	(46 798)	331 771
En-cours de production	597 812	(67 968)	529 844	441 059	(51 948)	389 111
Produits semi-finis	1 603 404	(416 885)	1 186 519	1 651 784	(420 996)	1 230 788
Produits finis	11 385 512	(4 106 462)	7 279 050	10 762 121	(3 051 646)	7 710 475
Stocks et en-cours	13 984 047	(4 678 422)	9 305 625	13 233 533	(3 571 388)	9 662 145

En valeur brute, le stock augmente de 6 % par rapport au 31 décembre 2018. La hausse se concentre principalement sur la catégorie des produits finis, suite au lancement de la nouvelle gamme de vis et de fixations pédiculaires PASS TULIP™ pour les chirurgies dégénératives de la colonne vertébrale.

Les dépréciations représentent au 31 décembre 2019 en moyenne 33 % des valeurs brutes contre 27 % au 31 décembre 2018. L'augmentation concerne principalement les produits finis et résulte d'une revue détaillée des perspectives de ventes d'un certain nombre de produits dont les stocks disponibles sont élevés par rapport aux consommations futures, de l'arrêt envisagé de gammes vieillissantes, ainsi que de la mise au rebut projetée d'articles devenant impropres à la vente compte tenu de date de péremption dépassée ou de cycles de stérilisation maximum atteints.

4.4 Créances clients et autres actifs

Les créances clients sont des actifs financiers courants, initialement enregistrées à la juste valeur et ultérieurement au coût amorti diminué des pertes de valeur éventuelles. La juste valeur des créances clients est assimilée à la valeur nominale compte tenu des échéances de paiement généralement inférieures à 3 mois.

Les créances clients peuvent, le cas échéant, faire l'objet d'une dépréciation. Conformément à la norme IFRS 9, celles-ci font l'objet d'une provision pour dépréciation dès leur comptabilisation initiale, basée sur une appréciation des pertes attendues à maturité. La dépréciation est ensuite revue en fonction de l'aggravation du risque de non-recouvrement, le cas échéant. Les indices de perte de valeur qui conduisent le Groupe à s'interroger sur ce point sont : l'existence de litiges non résolus, l'ancienneté des créances ou les difficultés financières importantes du débiteur. Elles sont comptabilisées en résultat opérationnel ou, si elles sont liées à un risque de crédit du débiteur, en autres produits et charges financiers.

Dans le cadre d'opérations récurrentes ou ponctuelles, les créances clients peuvent faire l'objet d'escompte et être cédées à des établissements bancaires. Conformément aux principes posés par IAS 39 sur la décomptabilisation des actifs financiers, une analyse est alors menée lors de ces opérations pour évaluer le transfert des risques et avantages inhérents à la propriété de ces créances et notamment celui du risque de crédit, du risque de retard de paiement et du risque de dilution. Si cet examen met en évidence non seulement le transfert contractuel du droit à recevoir les flux de trésorerie liés aux créances cédées, mais aussi celui de la quasi-totalité des risques et avantages, les créances clients sont alors décomptabilisées de l'état de la situation financière consolidée et tous les droits créés ou conservés lors du transfert sont reconnus, le cas échéant.

Dans la situation inverse, ce qui est généralement le cas pour le Groupe, les créances clients continuent à être comptabilisées dans l'état de la situation financière consolidée et une dette financière est reconnue à hauteur du montant cédé.

Les créances clients et autres actifs s'analysent comme suit :

En euros	31.12.2019			31.12.2018		
	Valeurs brutes	Dépréciations	Valeurs nettes	Valeurs brutes	Dépréciations	Valeurs nettes
Créances clients	5 107 833	(210 118)	4 897 715	5 464 975	(103 723)	5 361 252
<i>dont factoring</i>	<i>112 210</i>	<i>-</i>	<i>112 210</i>	<i>284 057</i>	<i>-</i>	<i>284 057</i>
Créances sociales	5 254	-	5 254	5 571	-	5 571
Créances fiscales	1 592 872	-	1 592 872	1 537 202	-	1 537 202
Autres créances	234 008	-	234 008	160 460	-	160 460
Charges constatées d'avance	816 760	-	816 760	777 695	-	777 695
Autres actifs	2 648 894	-	2 648 894	2 480 928	-	2 480 928
Total	7 756 727	(210 118)	7 546 609	7 945 903	(103 723)	7 842 180
<i>dont part à moins d'un an</i>	<i>7 756 727</i>	<i>(210 118)</i>	<i>7 546 609</i>	<i>7 945 903</i>	<i>(103 723)</i>	<i>7 842 180</i>
Délais de recouvrement moyen	55 jours			59 jours		

La diminution de 0,4 million d'euros de l'en-cours des créances clients brutes traduit les efforts continus du Groupe dans le suivi de ses délais moyens de règlement qui passent de 59 jours au 31 décembre 2018 à 55 jours au 31 décembre 2019. La hausse des dépréciations des créances de 0,1 million d'euros s'explique principalement par le dépôt de bilan post clôture d'un distributeur portoricain de MEDICREA USA pour lequel les perspectives de recouvrement des factures dues sont très faibles.

Les créances fiscales comprennent essentiellement le crédit impôt recherche (1 million d'euros au 31 décembre 2019), et les crédits de TVA structurels à récupérer.

4.5 Dettes fournisseurs et autres passifs

Les dettes fournisseurs et les autres passifs évoluent comme suit :

En euros	31.12.2019	31.12.2018
Dettes fournisseurs	5 040 892	4 803 155
Dettes sociales	2 160 170	2 024 395
Dettes fiscales	809 842	712 937
Autres dettes	396 566	1 097 870
Autres passifs	3 366 578	3 835 202
Total	8 407 470	8 638 357
<i>dont part à moins d'un an</i>	<i>8 318 456</i>	<i>8 463 685</i>

L'augmentation de 0,2 million des dettes fournisseurs provient essentiellement d'un décalage temporaire des règlements de fin décembre 2019 sur janvier 2020.

La diminution des autres passifs de 0,5 million d'euros s'explique principalement par le remboursement d'un compte courant d'associés au sein de MEDICREA BELGIUM dans la continuité de l'arrêt d'une activité non stratégique de distribution de substituts osseux et autres dispositifs médicaux.

4.6 Frais de recherche et développement

4.6.1 Coûts de développement capitalisés

Le processus d'innovation peut s'analyser en une activité de recherche et une activité de développement. La recherche est l'activité qui permet d'acquérir des connaissances scientifiques ou des techniques nouvelles. Le développement est l'application des résultats de la recherche en vue de la réalisation des produits avant le commencement de leur production commerciale.

Les coûts liés à la recherche sont comptabilisés en charge durant l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Les frais de développement sont quant à eux immobilisés, dès lors que le Groupe est en mesure de démontrer :

- son intention ainsi que sa capacité financière et technique de mener le projet de développement à son terme ;
- que l'actif incorporel générera des avantages économiques futurs d'une valeur supérieure à sa valeur nette comptable ;
- et que le coût de cet actif incorporel peut être évalué de façon fiable.

Les frais de développement immobilisés sont amortis sur une durée de 5 ans maximum.

Les coûts de développement capitalisés sur l'exercice sont inscrits dans les postes bilantiels suivants :

En euros	31.12.2019	31.12.2018
Frais de recherche et développement	1 549 045	1 471 093
Frais de brevets	410 270	219 004
Logiciels	168 551	230 964
Total	2 127 866	1 921 061

4.6.2 Frais de recherche et développement enregistrés dans le compte de résultat

Les frais de recherche et développement passés en charges sont constitués des dépenses de la période qui n'ont pas fait l'objet d'activation et des dotations aux amortissements des frais de R&D activés. Ils sont minorés du montant du crédit impôt recherche.

En France, le crédit impôt recherche dont le calcul est basé sur certaines dépenses de recherche relatives à des projets jugés « éligibles » est remboursé par l'État, quelle que soit la situation de l'entité au regard de l'impôt sur les sociétés : si la société bénéficiaire du crédit impôt recherche est redevable de l'impôt, ce crédit est imputé sur l'impôt à payer ; à défaut, il est remboursé par l'État. Le crédit impôt recherche, ou tout autre dispositif fiscal similaire pouvant exister dans d'autres juridictions étrangères, n'entre donc pas dans le champ d'application de la norme IAS 12 « Impôts sur le résultat » et est comptabilisé en diminution des frais de recherche et développement en résultat opérationnel au rythme où les coûts financés sont reconnus en charges. Aux États-Unis, il existe également un système de crédit impôt recherche, mais qui à la différence de la France, ne peut être imputé que sur l'impôt sur les résultats dont est redevable la société. En l'absence actuellement de résultats bénéficiaires aux États-Unis, le crédit impôt recherche n'est pas reconnu dans les états financiers de MEDICREA USA Corp.

Le montant total des frais de R&D inscrit en charges de l'exercice s'analyse de la manière suivante :

En euros	31.12.2019	31.12.2018 Retraité (1)
Frais de recherche et développement	3 270 725	3 322 548
Frais de recherche et développement activés	(2 127 866)	(1 921 061)
Amortissements des frais de recherche et développement activés	2 852 797	2 547 648
Crédit impôt recherche	(1 045 788)	(887 701)
Total	2 949 868	3 061 434

(1) Retraité des effets de l'application de la norme IFRS 16 – Contrats de location (voir note 6.8)

4.7 Charges d'amortissement et de dépréciation

Les règles et principes relatifs à la comptabilisation des immobilisations et des amortissements et dépréciations les concernant sont examinés en détail en note 6.

Les dotations et reprises d'amortissements et de dépréciations incluses dans le résultat concernent les actifs suivants :

En euros	31.12.2019	31.12.2018 Retraité (1)
Droits de propriété industrielle et commerciale	309 592	329 559
Autres immobilisations incorporelles	2 514 633	2 232 970
Constructions	1 802 128	1 739 160
Installations techniques, matériel et outillage, instruments	2 444 895	2 742 532
Autres immobilisations corporelles	923 589	963 294
Amortissements	7 994 837	8 007 515

(1) Retraité des effets de l'application de la norme IFRS 16 – Contrats de location (voir note 6.8)

En euros	31.12.2019	31.12.2018
Stocks	1 107 034	136 394
Clients	106 611	73 577
Dépréciations	1 213 645	209 971

Par nature, les charges d'amortissement et de dépréciation se ventilent de la manière suivante :

En euros	Coût des ventes	Frais de recherche et développement et brevets	Frais de commercialisation	Frais administratifs	Autres produits et charges opérationnels	Total
Amortissements	1 118 757	2 547 648	2 277 365	2 022 386	41 359	8 007 515
Dépréciations	(60 514)	-	270 485	-	-	209 971
31.12.2018	1 058 243	2 547 648	2 547 850	2 022 386	41 359	8 217 486
Amortissements	1 131 219	2 852 797	1 948 412	2 062 409	-	7 994 837
Dépréciations	200 000	-	1 013 645	-	-	1 213 645
31.12.2019	1 331 219	2 852 797	2 962 057	2 062 409	-	9 208 482

4.8 Redevances

Les redevances versées à certains chirurgiens concepteurs liées aux rachats par contrat de leurs droits d'inventeur sont calculées et payées trimestriellement sur la base du chiffre d'affaires généré par le Groupe sur chacun des produits concernés. Ces redevances sont enregistrées en charges d'exploitation.

Les redevances perçues sur les brevets dont le Groupe est propriétaire et qui sont utilisés dans d'autres applications médicales par d'autres sociétés sont enregistrées en produits d'exploitation.

Le montant total des redevances inscrit en charge de l'exercice s'analyse de la manière suivante :

En euros	31.12.2019	31.12.2018
Redevances versées aux chirurgiens	535 636	494 626
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>1,6 %</i>	<i>1,5 %</i>

4.9 Résultat opérationnel et autres produits et charges opérationnels

4.9.1 Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel inclut l'ensemble des produits et des charges autres que :

- les produits et charges d'intérêts ;
- les autres produits et charges financiers ;
- les impôts sur les résultats.

4.9.2 Autres produits et charges opérationnels

Afin de faciliter la lecture du compte de résultat et de la performance financière du Groupe, les éléments inhabituels et significatifs à l'échelle de l'ensemble consolidé sont identifiés sur la ligne du résultat opérationnel intitulée « autres produits et charges ».

Les autres produits et charges opérationnels se ventilent de la manière suivante :

En euros	31.12.2019	31.12.2018
Fermeture de filiales	-	(395 051)
Frais d'avocats	(384 990)	(112 685)
Honoraires	(294 927)	(50 000)
Litiges salariés	(20 000)	37 081
Autres	21 894	(40 383)
Autres produits et (charges) opérationnels	(678 023)	(561 038)

Les frais d'avocats sont liés aux frais de défense dans le cadre d'une investigation diligentée par le département de la Justice américaine (DOJ) comme expliquée au point 7.2.

Les honoraires sont relatifs à l'étude de partenariats stratégiques et la recherche de solutions de financements qui n'ont pas été menées jusqu'à leur terme.

4.10 Incidences des variations de change sur le chiffre d'affaires et le résultat opérationnel








L'incidence des variations de change sur la comparabilité des données financières 2018 et 2019 s'analyse comme suit :

En euros	31.12.2019 au taux 31.12.2019	31.12.2019 au taux 31.12.2018	Impact de change
Chiffre d'affaires	32 721 405	31 788 883	932 522
Résultat opérationnel après paiement en actions	(8 710 152)	(9 144 226)	434 074

NOTE 5 : CHARGES ET AVANTAGES DU PERSONNEL

5.1 Effectif

L'effectif par collègue, sexe et par zone géographique à la clôture de l'exercice se répartit comme suit :

	31.12.2019			31.12.2018		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
Cadres	70	37	107	56	37	93
Agents de maîtrise - Employés	36	41	77	42	44	86
Total	106	78	184	98	81	179
	73	58	131	69	56	125
	24	14	38	20	17	37
	-	-	-	-	-	-
	-	3	3	-	5	5
	9	3	12	9	2	11
	-	-	-	-	1	1
	-	-	-	-	-	-

5.2 Avantages du personnel

Les avantages du personnel sont évalués conformément à la norme IAS 19 révisée. Ils se décomposent entre avantages à court terme et avantages à long terme.

Les salariés du Groupe bénéficient d'avantages à court terme tels que les congés payés, primes et autres avantages (autres que les indemnités de fin de contrat) payables dans les douze mois suivant la fin de la période pendant laquelle ils ont rendu les services correspondants.

Ces avantages sont comptabilisés dans les dettes courantes et enregistrés en charges sur l'exercice lorsque le service est rendu par le salarié.

Les avantages à long terme couvrent deux catégories d'avantages au personnel :

- les avantages postérieurs à l'emploi qui incluent notamment les indemnités de départ à la retraite, les compléments de retraite ainsi que la couverture de certains frais médicaux pour les retraités et préretraités ;
- les autres avantages à long terme (pendant l'emploi) qui recouvrent principalement les médailles du travail.

Les différents avantages offerts à chaque employé dépendent des législations locales, conventions ou accords en vigueur dans chaque société du Groupe. Ces avantages se caractérisent de deux manières :

- les régimes dits à cotisations définies qui ne sont pas porteurs d'engagement futur puisque l'obligation de l'employeur est limitée au versement régulier de cotisations ; ils sont enregistrés en charge sur la base des appels à cotisation ;
- les régimes dits à prestations définies par lesquels l'employeur garantit un niveau futur de prestations. Une obligation (cf. note 6.3) est alors comptabilisée au passif de la situation financière.

Le compte de résultat présente les frais de personnel par destination. Ils comprennent notamment les éléments suivants :

En euros

31.12.2019

31.12.2018

Traitements et salaires, intérimaires	11 526 845	11 997 031
Charges sociales	3 745 281	3 761 981
Crédit d'Impôt pour la compétitivité et l'emploi	-	(169 751)
Charges de retraite des régimes à cotisations définies	97 341	103 343
Activation des frais de recherche et développement (1)	(1 363 327)	(1 185 963)
Charges de personnel	14 006 140	14 506 641

(1) Pour la composante salaires et charges uniquement

En France, le Groupe bénéficiait jusqu'au 31 décembre 2018 du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) dont le calcul était basé sur une partie des rémunérations versées aux salariés. Ce crédit d'impôt était remboursé par l'État, quelle que soit la situation de l'entité au regard de l'impôt sur les sociétés : Il n'entrait donc pas dans le champ d'application de la norme IAS 12 « Impôts sur le résultat ». Le CICE était comptabilisé en diminution des charges de personnel dans le résultat opérationnel. Il n'a pas été reconduit au-delà de l'exercice 2018.

Par nature, ces charges de personnel se ventilent comme suit :

En euros	31.12.2019	31.12.2018
Coût des ventes	2 928 326	3 062 977
Frais de recherche et développement (1)	65 520	219 940
<i>dont salaires et charges</i>	<i>1 811 602</i>	<i>1 746 644</i>
<i>dont quote part des frais activés</i>	<i>(1 363 327)</i>	<i>(1 185 963)</i>
<i>dont reclassement du CIR</i>	<i>(382 755)</i>	<i>(340 741)</i>
Frais de commercialisation	8 181 942	8 509 394
Frais administratifs	2 830 352	2 714 330
Charges de personnel	14 006 140	14 506 641

(1) correspond aux frais de personnel non activés

La diminution globale des charges de personnel de 0,5 million d'euros s'explique principalement par la mise en sommeil en 2018 des filiales en Angleterre et en Allemagne et donc la suppression en 2019 de l'ensemble des frais de commercialisation qu'elles génèrent.

5.3 Régime de retraites et engagements assimilés

Les régimes à cotisations définies (régimes de retraites légales et complémentaires) se caractérisent par des versements à des organismes qui libèrent l'employeur de toute obligation ultérieure, l'organisme se chargeant de verser aux salariés les montants qui leurs sont dus.

De par leur nature, les régimes à cotisations définies ne donnent pas lieu à comptabilisation de provisions, les cotisations étant enregistrées lorsqu'elles sont dues.

Les régimes à prestations définies correspondent aux autres régimes et principalement pour le Groupe aux indemnités de départ à la retraite.

L'estimation des engagements liés aux régimes à prestations définies est effectuée par des actuaires, conformément à la norme IAS 19 révisée. Ces engagements sont déterminés selon la méthode des « unités de crédit projetées ». Ils tiennent compte d'hypothèses actuarielles, notamment de taux d'actualisation, de taux d'augmentation des salaires, de taux de rotation du personnel et de taux de mortalité.

L'âge de départ à la retraite est celui auquel le salarié obtient le nombre de trimestres nécessaires pour liquider sa rente sécurité sociale sans abattement et le mode de départ à la retraite est à l'initiative du salarié. Le taux d'actualisation est basé à la date de l'évaluation, sur les taux des obligations à long terme du secteur privé de

grande qualité en euros (Corporate bonds AA10+) pour une durée équivalente à celle des engagements, en application de la norme IAS19 révisée et de la recommandation de l'ANC.

Les engagements de retraite sont présentés au bilan pour leur montant global. L'impact lié au coût des services rendus dans l'exercice et au coût financier est constaté en résultat opérationnel courant. Les impacts des écarts actuariels liés aux engagements sont constatés immédiatement en autres éléments du résultat global, pour leur montant net d'impôt. Ils ne sont pas recyclables en résultat. Les impacts des changements de régime et de liquidation sont constatés immédiatement en résultat consolidé.

Les membres du Conseil d'Administration et les cadres dirigeants ne bénéficient pas de régime de retraite supplémentaire.

Le Groupe ne finance pas ses engagements par le versement de cotisations à des fonds externes. La couverture des indemnités de fin de carrière telles que prévue par la convention collective dont dépend la société MEDICREA INTERNATIONAL (Import / Export) fait l'objet d'une provision enregistrée en passif courant pour la part à moins d'un an et non courant pour le reste.

Les principales hypothèses économiques retenues sont énoncées ci-après :

	31.12.2019	31.12.2018
Taux de croissance attendu des salaires	2,00 %	2,00 %
Taux d'actualisation	0,70 %	1,60 %
Taux de charges sociales des cadres	47,50 %	44,50 %
Taux de charges sociales des non-cadres	36,00 %	37,00 %

Le montant des droits acquis provisionnés au 31 décembre 2019 s'élève à 777 614 euros, comparé à 639 367 euros au 31 décembre 2018. Les variations s'analysent comme suit :

En euros	31.12.2019	31.12.2018
Dettes actuarielles en début de période	639 367	600 328
<i>Coût des services en résultat opérationnel</i>	<i>87 341</i>	<i>103 343</i>
<i>Coût financier net</i>	<i>10 090</i>	<i>7 637</i>
Charge de l'exercice au titre des régimes à prestations définies	97 431	110 980
Ecarts actuariels	40 816	(71 941)
Dettes actuarielles à la clôture	777 614	639 367

Les écarts actuariels sont dus aux modifications d'hypothèses et à la mobilité des salariés.

Pour les filiales étrangères, une revue détaillée des obligations en matière d'engagements de retraite est réalisée sur la base des règles applicables à chaque pays et des provisions sont comptabilisées si nécessaires.

5.4 Médailles de travail

Les engagements au titre des médailles de travail ne font pas l'objet de provision, la convention collective applicable ne prévoyant pas de disposition particulière en la matière.

5.5 Paiements fondés sur des actions

Certains salariés et/ou dirigeants du groupe MEDICREA reçoivent une rémunération en instruments de capitaux propres dont le paiement est fondé sur des actions. Cette rémunération prend la forme de plans d'attribution d'actions gratuites ou de plans d'options d'achat d'actions. La quasi-totalité des coûts relatifs à ces plans est comptabilisée en charges.

Les plans d'options de souscription et d'actions gratuites sont des plans dits « equity settled » selon la classification définie dans la norme IFRS 2. Le Groupe évalue à la date d'attribution à leur juste valeur les instruments des plans dont le paiement est fondé sur des actions. La juste valeur des actions est déterminée selon le modèle de Black & Scholes qui satisfait aux critères de la norme IFRS 2.

La juste valeur est comptabilisée en charges de personnel sur la période d'acquisition des droits, avec pour contrepartie un compte de réserve spécifique. Le montant comptabilisé tient compte du nombre de bénéficiaires, de la probabilité d'acquisition des droits ajustée des hypothèses de départ, du prix du sous-jacent, de la maturité des options, du taux de dividendes, de la volatilité du titre MEDICREA et du taux sans risque. Ces charges sont reconnues sur la durée d'acquisition des droits. Pour les options de souscription d'actions, un tiers de la juste valeur est reconnue l'année de l'attribution des options, un tiers l'année suivante et le solde deux ans plus tard.

Pour les actions gratuites, la juste valeur des instruments accordés aux bénéficiaires est reconnue sur un an hormis pour les salariés américains pour lesquels la durée est de deux ans.

La volatilité retenue a été déterminée sur la base d'une observation de l'historique du titre MEDICREA et a été comparée à celle des titres d'un échantillon de sociétés comparables. Le taux sans risque correspond au taux zéro coupon Eurozone 6 ans à la date d'attribution. Les titres annulés ont été pris en compte pour ne valoriser que les instruments restant en circulation.

A l'échéance de la période d'acquisition, le montant des avantages cumulés comptabilisés est maintenu en réserves, que les options aient été levées ou non.

Les Assemblées Générales des 10 mars 2006, 25 juin 2009, 14 juin 2012, 25 juin 2014, 3 juin 2015, 18 décembre 2015, 7 juin 2016, 15 juin 2017, 8 novembre 2017 et 17 mai 2018 ont délégué au Conseil d'Administration la compétence d'attribution d'options de souscription ou d'achat d'actions et d'attribution d'actions gratuites.

Les Conseils d'Administration des 5 juin 2008, 25 juin 2009, 17 décembre 2009, 17 juin 2010, 16 juin 2011, 17 décembre 2013, 27 mars 2014, 3 septembre 2015, 25 juillet 2016, 19 septembre 2016, 14 septembre 2017, 22 décembre 2017, 8 février 2018, 27 juillet 2018 et 20 décembre 2018 ont attribué des options de souscription d'actions et/ou des actions gratuites.

5.5.1 Plans d'options d'achat d'actions

Les caractéristiques des plans d'achat d'actions autorisés par l'assemblée générale des actionnaires, sont les suivantes au 31 décembre 2019 :

Année de mise en place du plan	Nombre d'options autorisées	Nombre d'options annulées / expirées	Nombre d'options exercées	Nombre d'options restant à acquérir	Prix d'exercice en euros	Année limite de levée des options
2008	20 723	16 556	4 167	-	-	-
2009	53 480	33 000	20 480	-	-	-
2010	112 800	99 926	12 874	-	-	-
2011	95 500	95 500	-	-	-	-
2013	10 000	10 000	-	-	-	-
2014	30 000	-	-	30 000	9,10	2021
2015	12 000	12 000	-	-	-	-
2016	406 500	406 500	-	-	-	-
2017	210 000	50 000	-	160 000	3,95 / 4,11 (1)	2024
2017	450 000	25 000	-	425 000	2,85 (1)	2024
2018	570 000	-	-	570 000	2,96 / 3,21 (1)	2025
2018	100 000	-	-	100 000	2,73	2025
2018	65 000	-	-	65 000	2,38	2025
Total	2 136 003	748 482	37 521	1 350 000		

(1) Le prix d'exercice est différent pour les salariés américains car les dates d'attribution définitives sont effectives 20 jours de bourse après la date du Conseil d'Administration décidant de l'attribution.

5.5.2 Plans d'actions gratuites

Les caractéristiques des plans d'actions gratuites autorisés par l'assemblée générale des actionnaires, sont les suivantes au 31 décembre 2019 :

Année de mise en place du plan	Nombre d'actions gratuites autorisées	Nombre d'actions gratuites annulées	Nombre d'actions gratuites acquises	Nombre d'actions restant à remettre	Année d'acquisition (1)
2008	18 099	936	17 163	-	2010 / 2012
2009	45 800	8 100	37 700	-	2011 / 2013
2010	45 885	9 965	35 920	-	2012 / 2014
2011	3 500	-	3 500	-	2013
2016	72 990	31 000	41 990	-	2017 / 2018
2018	5 000	-	5 000	-	2019
2018	787 000	6 000	691 000	90 000	2019 / 2020
Total	978 274	56 001	832 273	90 000	

(1) L'année d'acquisition varie selon les pays où sont salariés les bénéficiaires du plan

5.5.3 Variations des plans d'options d'achat d'actions et d'actions gratuites

Les opérations intervenues au cours des deux derniers exercices sur les instruments de paiements sur base d'actions se résument comme suit au 31 décembre 2019 :

	Options de souscription			Actions gratuites		
	Nombre d'options	Durée de vie contractuelle résiduelle moyenne	Prix d'exercice moyen (en euros)	Nombre d'actions	Durée de vie contractuelle résiduelle moyenne	
					France	Etats-Unis
Solde au 31.12.2017	706 592	6,58	3,67	31 000	-	0,72
- attribuées	735 000	3,40	2,93	792 000	0,97	1,97
- annulées	(75 000)	3,97	3,69	(22 000)	-	-
- expirées	(16 592)	-	8,06	-	-	-
- exercées	-	-	-	(9 000)	-	0,72
Solde au 31.12.2018	1 350 000	6,01	3,16	792 000	0,97	1,97
- attribuées	-	-	-	-	-	-
- annulées	-	-	-	(6 000)	-	-
- expirées	-	-	-	-	-	-
- exercées	-	-	-	(696 000)	-	-
Solde au 31.12.2019	1 350 000	5,01	3,16	90 000	-	0,97

5.5.4 Traductions comptables des instruments attribués

Les charges relatives aux instruments de paiement sur base d'actions attribués depuis l'origine s'analysent comme suit :

Date d'attribution	Type	Nombre d'instruments en circulation	Prix d'exercice (en €)	Prix de l'action à la date d'attribution (en €)	Taux de dividende	Volatilité attendue	Taux sans risque	Juste valeur (en €)	Charge comptable 2019 (en K€)	Charge des plans depuis l'origine (en K€)
05.06.2008	Option	4 167	6,00	5,73	0%	40%	4,44%	2,74	-	69
05.06.2008	Action	17 163	Gratuit	5,73	0%	-	-	5,73	-	97
25.06.2009	Option	7 480	6,16	6,55	0%	40%	2,89%	2,63	-	262

MEDICREA • ETATS FINANCIERS CONSOLIDES • 2019

25.06.2009	Action	35 700	Gratuit	6,55	0%	-	-	6,55	-	267
17.12.2009	Option	13 000	6,32	5,96	0%	40%	2,54%	2,31	-	33
17.12.2009	Action	2 000	Gratuit	5,96	0%	-	-	5,96	-	12
17.06.2010	Option	12 874	6,14	6,22	0%	40%	1,83%	2,44	-	247
17.06.2010	Action	35 920	Gratuit	6,22	0%	-	-	6,22	-	263
16.06.2011	Option	-	9,10	9,40	0%	33%	2,37%	3,06	-	244
16.06.2011	Action	3 500	Gratuit	9,40	0%	-	-	9,40	-	33
17.12.2013	Option	-	8,77	8,88	0%	36%	2,69%	3,05	-	30
27.03.2014	Option	30 000	9,10	9,14	0%	35%	2,33%	3,01	-	91
03.09.2015	Option	-	6,67	6,48	0%	33%	0,37%	1,77	-	15
25.07.2016	Option	-	5,43	5,87	0%	35%	-0,24%	1,85	-	160
22.08.2016	Action	-	Gratuit	5,87	0%	-	-	5,87	-	83
19.09.2016	Option	-	5,74	5,71	0%	36%	-0,25%	1,66	-	7
19.09.2016	Action	41 990	Gratuit	5,85	0%	-	-	5,85	-	260
14.09.2017	Option	160 000	3,95	3,86	0%	34%	-0,01%	1,07	40	154
14.09.2017	Option	-	4,11	4,61	0%	34%	-0,01%	1,50	-	13
22.12.2017	Option	425 000	2,85	2,79	0%	35%	0,11%	0,78	93	299
08.02.2018	Option	410 000	2,96	3,19	0%	35%	0,37%	1,03	134	404
08.02.2018	Option	160 000	3,21	3,18	0%	35%	0,37%	0,93	48	128
27.07.2018	Action	5 000	Gratuit	2,99	0%	-	-	2,99	9	14
27.07.2018	Option	100 000	2,73	2,56	0%	35%	0,19%	0,70	32	50
20.12.2018	Action	691 000	Gratuit	2,26	0%	-	-	2,26	1 514	1 562
20.12.2018	Action	90 000	Gratuit	2,26	0%	-	-	2,26	102	105
20.12.2018	Option	65 000	2,38	2,38	0%	37%	0,15%	0,74	28	29
Total		2 309 794							2 000	4 931

Le tableau précédent ne tient pas compte des 37 521 stock-options (voir paragraphe 5.5.1) qui ont été exercées en 2014 et 2015. Le nombre d'instruments en circulation sur les deux derniers exercices s'analyse comme suit :

	31.12.2019	31.12.2018
Nombre d'options restant à acquérir	1 350 000	1 350 000
Nombre d'options exercées	37 521	37 521
Nombre d'actions gratuites acquises	832 273	136 273
Nombre d'actions gratuites restant à remettre	90 000	792 000
Total	2 309 794	2 315 794

5.6 Employee Stock Purchase Plan (ESPP) - Plan d'achat d'actions des salariés aux États-Unis

Un plan d'achat d'actions réservé aux salariés de MEDICREA USA est en place depuis le 1^{er} janvier 2015. Il leur permet d'acquérir des actions de la société mère MEDICREA INTERNATIONAL, dans un cadre fiscal et juridique strictement défini par la réglementation américaine, et dont les principales caractéristiques sont les suivantes :

- Seuls les salariés ayant au minimum une ancienneté de 3 mois lors de la souscription annuelle (en décembre) peuvent participer au plan en versant mensuellement une somme forfaitaire sur un compte dédié ;
- Les sommes ainsi accumulées leur permettent, chaque fin d'année, d'acheter des actions MEDICREA INTERNATIONAL sur la base de 85 % du prix de l'action calculé par référence à la plus faible valeur des cours du 1^{er} janvier ou du 30 novembre ;
- Ces actions doivent être conservées 12 mois avant de pouvoir être vendues ou transférées.

Depuis la mise en place de ce plan, 62 279 actions ont été souscrites par les salariés :

ESPP	2019	2018	2017	2016	2015
Nombre d'actions souscrites par les salariés	26 651	18 147	3 303	7 879	6 299
Cours de souscription	3,25	2,67	3,45	4,32	6,41

La différence entre le prix effectivement versé par la société pour acquérir les titres et le prix payé par les salariés est passée en charge de l'exercice (29 883 dollars en 2019). Les frais liés à l'administration de ce plan, (12 750 dollars en 2019) sont supportés par MEDICREA USA.

5.7 Compte Personnel de Formation (CPF)

Seules les dépenses de formation effectivement engagées suite à une décision mutuelle entre le salarié et la Société sont comptabilisées en charges au cours de l'exercice. Une dotation aux provisions est enregistrée uniquement dans les deux cas suivants :

- désaccord persistant sur deux exercices successifs entre le salarié et la Société, si le salarié demande à bénéficier d'un congé individuel de formation auprès du Fongecif ;
- démission ou licenciement du salarié si celui-ci demande à bénéficier de son droit individuel à la formation avant la fin de sa période de préavis.

La contribution annuelle du Groupe au titre du CPF (0,2 % de la masse salariale des sociétés françaises) est versée aux Organismes Paritaires Collecteurs Agréés (OPCA) qui assurent par conséquent le financement des futures formations réalisées dans ce cadre.

5.8 Rémunération des dirigeants et des mandataires sociaux

MEDICREA INTERNATIONAL compte trois dirigeants mandataires sociaux. Il s'agit de Monsieur Denys SOURNAC, Président et Directeur Général de MEDICREA INTERNATIONAL et de Messieurs Fabrice KILFIGER et David RYAN, Directeurs Généraux Délégués de MEDICREA INTERNATIONAL. Depuis le 1^{er} janvier 2018, Monsieur CAFFIERO n'exerce plus de fonctions opérationnelles au sein du Groupe mais reste administrateur de MEDICREA INTERNATIONAL.

Monsieur SOURNAC n'est pas salarié de MEDICREA INTERNATIONAL et n'est pas rémunéré pour son mandat par la Société. La holding d'animation ORCHARD INTERNATIONAL, perçoit des honoraires notamment pour les prestations assurées par Monsieur SOURNAC pour le Groupe MEDICREA. Ces honoraires sont versés via un contrat de prestations entre ORCHARD INTERNATIONAL et MEDICREA INTERNATIONAL.

5.8.1 Rémunérations versées ou attribuées en 2019

Les rémunérations versées ou attribuées en 2019 sont les suivantes :

Denys SOURNAC – Président Directeur Général

Rémunérations (en euros)	2019		2018	
	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
Rémunération brute fixe (1)	300 000	300 000	300 000	300 000
Rémunération brute variable	-	-	-	-
Rémunération d'administrateur	8 000	8 000	8 000	8 000
Avantages en nature	-	-	-	-
Total	308 000	308 000	308 000	308 000

(1) Prestations facturées par ORCHARD INTERNATIONAL

Fabrice KILFIGER – Directeur Général Délégué Finances

Rémunérations (en euros)	2019		2018	
	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
Rémunération brute fixe	197 164	197 164	197 164	197 164
Rémunération brute variable	-	-	-	15 000 (1)
Rémunération d'administrateur	-	-	-	-
Avantages en nature (2)	11 801	11 801	11 460	11 460
Total	208 965	208 965	208 624	223 624

(1) Montant versé au titre de l'exercice précédent

(2) Avantage en nature : voiture de fonction

David RYAN – Directeur Général Délégué Opérations

Rémunérations (en euros)	2019		2018	
	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
Rémunération brute fixe	199 500	199 500	199 500	199 500
Rémunération brute variable	-	-	-	30 000 (1)
Rémunération d'administrateur	-	-	-	-
Avantages en nature (2)	7 398	7 398	8 004	8 004
Total	206 898	206 898	207 504	237 504

(1) Montant versé au titre de l'exercice précédent

(2) Avantage en nature : voiture de fonction

5.8.2 Options d'achat d'actions attribuées et levées en 2019

Il n'y a pas eu d'options attribuées au cours de l'exercice 2019.

Les options attribuées en 2018 étaient les suivantes :

Bénéficiaires	Société ayant attribué les options	Date du Conseil d'Administration ayant attribué les options	Nombre d'options	Année limite de levée des options	Prix d'exercice (en euros)
Fabrice KILFIGER	MEDICREA INTERNATIONAL	08/02/2018	160 000	2025	2,96
David RYAN	MEDICREA INTERNATIONAL	08/02/2018	60 000	2025	2,96

Il n'y a pas eu d'options levées au cours des exercices 2019 et 2018 par les dirigeants mandataires sociaux de la Société.

Au 31 décembre 2019, l'historique des options attribuées est le suivant :

Fabrice KILFIGER

Date du Conseil d'administration	05/06/2008	25/06/2009	17/06/2010	08/02/2018
Nombre d'options attribuées	4 167	20 000	10 000	160 000
Echéance des options	2018	2016	2017	2025
Prix d'exercice en euros	6,00	6,16	6,14	2,96
Nombre d'options exercées	4 167	11 354	-	-
Nombre d'options annulées ou caduques	-	8 646	10 000	-
Nombre d'options restant à acquérir	-	-	-	160 000

David RYAN

Date du Conseil d'administration	05/06/2008	25/06/2009	17/06/2010	14/09/2017	08/02/2018
Nombre d'options attribuées	3 542	15 000	5 000	100 000	60 000
Echéance des options	2018	2016	2017	2024	2025
Prix d'exercice en euros	6,00	6,16	6,14	3,95	2,96
Nombre d'options exercées	-	-	-	-	-
Nombre d'options annulées ou caduques	3 542	15 000	5 000	-	-
Nombre d'options restant à acquérir	-	-	-	100 000	60 000

5.8.3 Actions gratuites attribuées en 2019

Il n'y a pas eu d'actions gratuites attribuées au cours de l'exercice 2019 aux dirigeants mandataires sociaux de la Société.

En 2018, les actions gratuites suivantes ont été attribuées :

Bénéficiaires	Société ayant attribué les actions gratuites	Date du Conseil d'Administration ayant attribué les actions gratuites	Nombre d'actions gratuites	Date de livraison	Valorisation des actions gratuites (1) (en euros)
Denys SOURNAC	MEDICREA INTERNATIONAL	20/12/2018	300 000	2019	2,26
Fabrice KILFIGER	MEDICREA INTERNATIONAL	20/12/2018	90 000	2019	2,26
David RYAN	MEDICREA INTERNATIONAL	20/12/2018	90 000	2019	2,26

(1) Selon la méthode retenue pour les comptes consolidés

Au 31 décembre 2019, l'historique des actions gratuites attribuées est le suivant :

Denys SOURNAC

Date du Conseil d'administration	20/12/2018
Nombre d'actions attribuées	300 000
Date de livraison des actions gratuites	2019
Valorisation des actions gratuites en euros (1)	2,26

(1) Selon la méthode retenue pour les comptes consolidés

Fabrice KILFIGER

Date du Conseil d'administration	05/06/2008	25/06/2009	17/06/2010	19/09/2016	20/12/2018
Nombre d'actions attribuées	2 778	7 500	2 500	9 000	90 000
Date de livraison des actions gratuites	2010	2011	2012	2018	2019
Valorisation des actions gratuites en euros (1)	5,73	6,55	6,22	5,85	2,26

(1) Selon la méthode retenue pour les comptes consolidés

David RYAN

Date du Conseil d'administration	05/06/2008	25/06/2009	17/06/2010	16/06/2011	19/09/2016	20/12/2018
Nombre d'actions attribuées	2 361	6 000	2 500	3 000	9 000	90 000
Date de livraison des actions gratuites	2010	2011	2012	2013	2018	2019
Valorisation des actions gratuites en euros (1)	5,73	6,55	6,22	9,40	5,85	2,26

(1) Selon la méthode retenue pour les comptes consolidés

NOTE 6 : IMMOBILISATIONS INCORPORELLES, CORPORELLES ET FINANCIERES

6.1 Goodwill

Les goodwill sont initialement reconnus lors d'un regroupement d'entreprises tel que décrit en Note 2.3.

Postérieurement à leur comptabilisation initiale, ils ne sont pas amortis mais font l'objet d'un test de dépréciation dès l'apparition d'indices de pertes de valeur et au minimum une fois par an. Les modalités des tests de dépréciation réalisés sont décrites en note 6.2.

Les goodwill s'analysent comme suit :

En euros	31.12.2019			31.12.2018		
	Valeurs brutes	Dépréciations	Valeurs nettes	Valeurs brutes	Dépréciations	Valeurs nettes
Acquisition de MEDICREA BELGIUM	8 758 164	-	8 758 164	8 758 164	-	8 758 164
Acquisition de MEDICREA TECHNOLOGIES (1)	5 376 254	(3 011 977)	2 364 277	5 376 254	(3 011 977)	2 364 277
Acquisition de MEDICREA AUSTRALIA	665 833	-	665 833	747 226	-	747 226
Acquisition de MEDICREA EUROPE FRANCOPHONE (1)	212 573	-	212 573	212 573	-	212 573
Acquisition de MEDICREA TECHNOLOGIES UK	52 615	(714)	51 901	50 043	(680)	49 363
Goodwill	15 065 439	(3 012 691)	12 052 748	15 144 260	(3 012 657)	12 131 603

(1) Sociétés fusionnées dans MEDICREA INTERNATIONNAL

Sur une période de 2 années, les variations se présentent comme suit :

En euros	31.12.2019	31.12.2018
A l'ouverture	12 131 603	2 626 620
Variation de périmètre	-	9 505 390
Réévaluation	(91 318)	-
Variation des taux de change	12 463	(407)
A la clôture	12 052 748	12 131 603

La réévaluation de 0,1 million d'euros correspond à la libération du capital des minoritaires de MEDICREA AUSTRALIA.

6.2 Tests de perte de valeur des actifs immobilisés

Des tests de perte de valeur sont réalisés pour les actifs immobilisés corporels et incorporels dès lors qu'un indice de perte de valeur apparaît, et au moins une fois par an, pour les actifs incorporels à durée de vie indéfinie. En application de la norme IAS 36, lorsque la valeur nette comptable de ces actifs à durée de vie indéfinie devient supérieure au montant le plus élevé de leur valeur d'utilité ou de marché, une dépréciation est enregistrée, du montant de la différence. La valeur d'utilité est fondée sur les flux de trésorerie actualisés (DCF) qui seront générés par ces actifs. La valeur de marché de l'actif est déterminée par référence à des transactions similaires récentes, à des évaluations réalisées par des experts indépendants dans une perspective de cession ou par référence à la capitalisation boursière.

Pour ces tests, les actifs sont ventilés par Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) qui correspondent à des ensembles homogènes de génération de trésorerie. Au regard de l'organisation en place dans le Groupe et des flux entre les différentes sociétés, une seule UGT a été identifiée, celle correspondant au métier historique du Groupe de fabricant de dispositifs médicaux pour la colonne vertébrale.

Les tests sont réalisés selon les hypothèses suivantes :

- les prévisions utilisées sont fondées sur l'expérience passée, les données macro-économiques du marché du rachis et les produits en développement ;
- le taux de croissance à l'infini s'établit à 2 %. Ce taux, identique à celui retenu pour l'exercice 2018, est en ligne avec le taux de croissance moyen à long terme du secteur d'activité du Groupe ;
- le taux d'actualisation (WACC) calculé s'élève à 11 % après impôts, stable par rapport à 2018. Les principales composantes du coût moyen pondéré du capital sont une prime de risque marché, un taux sans risque correspondant à une moyenne des taux d'intérêt des emprunts d'État de maturité élevée, et un bêta calculé sur la base d'un échantillon des entreprises du secteur qui s'établit à 2,5 comme en 2018.

S'agissant des tests de perte de valeur effectués sur les goodwill décrits en note 6.1 et constatant qu'au 31 décembre 2019 :

- la valeur d'utilité identifiée par le calcul des DCF est de 50 millions d'euros ;
- la valeur de marché représentée par la capitalisation boursière de MEDICREA INTERNATIONAL (ALMED) est de 50 millions d'euros ;
- la situation nette consolidée est de – 0,1 million d'euros,

aucune dépréciation complémentaire n'a été enregistrée.

6.3 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles comprennent les frais de recherche et développement, les brevets et marques et les logiciels. Les frais de recherche et développement, lorsqu'ils satisfont à l'ensemble des critères selon la norme IAS 38, sont inscrits à l'actif du bilan. Les frais activés reposent sur un suivi analytique précis permettant une ventilation des coûts engagés par type et par projet. Ces frais sont maintenus à l'actif tant que la société conserve l'essentiel des avantages et des risques liés aux actifs. Les frais de recherche et développement sont amortis linéairement sur la durée d'utilisation attendue, qui correspond à la durée des avantages économiques futurs attendus. Cette durée est généralement de 5 ans.

En application de la norme IAS 23, les coûts d'emprunts, attribués au financement des dépenses de recherche et développement faisant l'objet d'une inscription en immobilisations incorporelles, sont considérés comme un élément du coût de ces actifs et donc capitalisés.

Les brevets, licences et marques sont amortis sur 5 à 10 ans, en fonction de leur durée d'utilisation.

Les logiciels sont amortis sur des durées allant de un à cinq ans.

6.4 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles acquises séparément sont évaluées initialement à leur coût historique conformément à la norme IAS 16. Ce coût inclut les dépenses qui sont directement liées à l'acquisition du bien et le coût estimé de l'obligation de remise en état d'une partie de l'actif le cas échéant.

Les immobilisations corporelles sont décomposées si leurs composantes ont des durées d'utilité différentes ou qu'elles procurent des avantages au Groupe selon un rythme différent nécessitant l'utilisation de taux et de mode d'amortissement différents.

Les dépenses ultérieures sur immobilisations sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues, sauf celles engagées pour prolonger la durée de vie du bien.

Les ancillaires faisant partie des kits mis à disposition des établissements de santé clients sont immobilisés jusqu'à leur retour ou leur remplacement pour cause de casse, de perte ou d'obsolescence.

Les immobilisations corporelles font l'objet d'un test de dépréciation selon la méthode exposée dans la note 6.2.

Les amortissements sont calculés en fonction de la durée d'utilité estimée des immobilisations :

- installations techniques et matériels : de 3 à 10 ans ;
- matériel de démonstration : 3 ans ;
- kits d'instruments : 3 ans ;
- matériel de bureau et informatique, et mobilier : de 3 à 10 ans ;
- installations générales et agencements : de 10 à 12 ans ;
- véhicules : 4 ans.

S'agissant des installations et agencements du siège de Rillieux-la-Pape ou des locaux de New-York, la durée d'utilité estimée correspond à la durée totale du bail.

6.5 Immobilisations financières

Elles sont constituées essentiellement des dépôts et cautionnements. Ceux-ci ne sont pas actualisés en l'absence de date d'échéance connue, et compte tenu de leur faible valeur. Une dépréciation est constatée, le cas échéant, lorsque leur valeur comptable est supérieure à leur valeur recouvrable.

6.6 Immobilisations et amortissements relatifs aux deux derniers exercices

Les immobilisations (hors goodwill) se décomposent comme suit :

Immobilisations – En euros	31.12.2019	31.12.2018 Retraité (1)
Frais de recherche et développement	15 752 192	14 086 800
Brevets et droits similaires	5 097 835	4 687 565
Licences et logiciels	4 324 861	3 274 269
Marques	25 133	25 133
Immobilisations incorporelles	25 200 021	22 073 767
Constructions	19 953 937	19 603 930
Installations techniques et matériels	6 405 740	6 123 091
Matériel de démonstration	906 173	836 436
Kits d'instruments	8 866 607	7 821 310
Matériel informatique et de bureau	2 360 821	2 349 734
Autres immobilisations	5 108 743	4 920 995
Immobilisations corporelles	43 602 021	41 655 496
Dépôts et cautionnements	677 296	650 629
Immobilisations financières	677 296	650 629
Valeurs brutes	69 479 338	64 379 892
Amortissements et provisions – En euros	31.12.2019	31.12.2018 Retraité (1)
Amortissements immobilisations incorporelles	16 810 628	13 975 055
Amortissements immobilisations corporelles	19 745 569	15 782 174
Total amortissements et provisions	36 556 197	29 757 229
Valeurs nettes	32 923 141	34 622 663

(1) Retraité des effets de l'application de la norme IFRS 16 – Contrats de location (voir note 6.8)

Sur une période de 2 années, les variations (hors goodwill) des immobilisations se présentent comme suit :

Immobilisations nettes – En euros	31.12.2019	31.12.2018 Retraité (1)
Au début	34 622 663	36 036 621
Investissements de la période	6 090 033	6 350 511
Cessions de la période	(32 708)	(523 686)
Dotations aux amortissements	(7 994 837)	(8 007 515)
Variation de périmètre	-	301 463
Variation des taux de change	237 990	465 269
A la clôture	32 923 141	34 622 663

(1) Retraité des effets de l'application de la norme IFRS 16 – Contrats de location (voir note 6.8)

6.7 Variation des immobilisations et amortissements en 2019

La variation des immobilisations hors goodwill se présente comme suit :

Valeurs brutes – En euros	01.01.2019 Retraité (1)	Variation taux de change	Acquisitions	Cessions	31.12.2019
Frais de recherche et développement	14 086 800	10 587	1 654 805	-	15 752 192
Brevets et droits similaires	4 687 565	-	410 270	-	5 097 835
Licences et logiciels	3 274 269	23 432	1 027 160	-	4 324 861
Marques	25 133	-	-	-	25 133
Immobilisations incorporelles	22 073 767	34 019	3 092 235	-	25 200 021
Constructions	19 603 930	151 556	198 451	-	19 953 937
Installations techniques et matériels	6 123 091	141	284 417	1 909	6 405 740
Matériel de démonstration	836 436	7 004	135 858	73 125	906 173
Kits d'instruments	7 821 310	76 353	1 697 066	728 122	8 866 607
Matériel informatique et de bureau	2 349 734	4 749	41 065	34 727	2 360 821
Autres immobilisations	4 920 995	22 349	607 763	442 364	5 108 743
Immobilisations corporelles	41 655 496	262 152	2 964 620	1 280 247	43 602 021
Dépôts et cautionnements	650 629	5 841	33 178	12 352	677 296
Immobilisations financières	650 629	5 841	33 178	12 352	677 296
Valeurs brutes	64 379 892	302 012	6 090 033	1 292 599	69 479 338
Amortissements – En euros	01.01.2019 Retraité (1)	Variation taux de change	Dotations	Reprises	31.12.2019
Frais de recherche & développement	9 380 046	6 355	1 788 466	-	11 174 867
Brevets et droits similaires	3 472 521	-	309 592	-	3 782 113
Licences et logiciels	1 097 355	4 993	726 167	-	1 828 515
Marques	25 133	-	-	-	25 133
Immobilisations incorporelles	13 975 055	11 348	2 824 225	-	16 810 628
Constructions	4 360 211	40 424	1 802 128	-	6 202 763
Installations techniques et matériels	2 946 895	141	675 560	165	3 622 431
Matériel de démonstration	489 631	(108)	212 976	65 786	636 713
Kits d'instruments	5 048 687	557	1 556 359	716 339	5 889 264
Matériel informatique et de bureau	1 417 825	3 112	312 523	34 547	1 698 913
Autres immobilisations	1 518 925	8 548	611 066	443 054	1 695 485
Immobilisations corporelles	15 782 174	52 674	5 170 612	1 259 891	19 745 569
Amortissements	29 757 229	64 022	7 994 837	1 259 891	36 556 197
Valeurs nettes – En euros	01.01.2019 Retraité (1)	Variation taux de change	Augmentations	Diminutions	31.12.2019
Immobilisations incorporelles	8 098 712	22 671	268 010	-	8 389 393
Immobilisations corporelles	25 873 322	209 478	(2 205 992)	20 356	23 856 452
Immobilisations financières	650 629	5 841	33 178	12 352	677 296
Valeurs nettes	34 622 663	237 990	(1 904 804)	32 708	32 923 141

(1) Retraité des effets de l'application de la norme IFRS 16 – Contrats de location (voir note 6.8)

Les principales variations des postes d'immobilisations s'analysent comme suit :

1/ L'activité en matière de recherche et développement est structurellement importante et constitue un facteur de différenciation clef pour le Groupe. Les principaux frais engagés sur l'exercice 2019 portent sur :

- la poursuite du développement de la plateforme et de l'offre de services UNiD™ incluant plusieurs applications logicielles et une cellule d'assistance et de planification opératoire permettant de proposer des implants sur-mesure aux patients ;
- le développement d'implants de corporectomie et de cages intersomatiques par impression 3D et sur mesure ;
- l'amélioration du procédé de fabrication d'impression 3D par couches additives de titane ;
- l'intégration de nouveaux services d'exploitation de données pré, per et post-opératoire et d'apprentissage analytique.

Le montant des frais de R&D ainsi capitalisés au titre de l'exercice 2019 s'élève à 1 654 805 euros contre 1 625 843 euros en 2018.

2/ Les dépenses de brevets activées en 2019 s'élèvent à 410 270 euros, pour 219 004 euros au titre de l'exercice précédent. Elles concernent principalement la protection de la propriété intellectuelle des tiges d'ostéosynthèse du rachis sur-mesure (tiges UNiD®).

3/ L'augmentation du poste licences et logiciels est essentiellement liée au développement de nombreuses fonctionnalités nouvelles concernant le UNiD™ HUB, logiciel propriétaire de planification chirurgicale qui s'appuie sur les technologies de big data.

4/ Les constructions sont relatives à l'application de la norme IFRS et la variation de 198 451 euros correspond à la ré-indexation annuelle contractuelle des loyers du bail de Vancia.

5/ Le Groupe poursuit l'extension de son parc machines avec investissement de 284 417 euros sur l'exercice 2019 qui concerne principalement l'acquisition d'une nouvelle machine permettant de cintrer les tiges sur mesure en 3D.

6/ Le matériel de démonstration fait l'objet d'un inventaire exhaustif chaque année. Il comprend l'ensemble des produits, aux sérigraphies propres et non revendables en l'état, utilisé par la force commerciale pour former les clients aux manipulations des implants et instruments. Ce matériel est régulièrement mis à jour en fonction des entrées / sorties de nouveaux / anciens produits.

7/ Pour la réalisation des chirurgies, le Groupe met à disposition de ses clients des kits composés d'instruments et d'implants. Ces matériels sont consignés dans les établissements de santé ou disponibles sous forme de prêts. Les instruments sont comptabilisés en immobilisations corporelles et amortis sur une durée de 3 ans. Le développement de l'activité du Groupe le conduit à augmenter et renouveler les actifs utilisés par ses clients, notamment aux Etats-Unis et dans les filiales de distribution nouvellement créées. Les instruments complètement amortis sont régulièrement sortis des livres comptables.

8/ L'augmentation du poste matériel informatique et de bureau s'explique principalement par le renouvellement d'équipements sous contrats de locations financières.

9/ L'augmentation des autres immobilisations corporelles est liée à l'aménagement sur le site de Vancia d'un local dédié au contrôle et au renouvellement de véhicules pris en location (effet de l'application de la norme IFRS 16).

6.8 Location simple

Le Groupe est preneur dans un grand nombre de contrats de location portant sur différentes natures d'actifs tels que son siège social, les bâtiments utilisés dans le cadre de l'activité des filiales, des véhicules et des équipements informatiques.

Depuis le 1^{er} janvier 2019, l'application d'IFRS 16 conduit le Groupe à comptabiliser tous les contrats de location selon les modalités actuellement prévues pour les contrats de location financement par IAS 17. Ainsi un actif représentatif du droit d'utilisation d'un bien loué est comptabilisé en contrepartie d'une dette représentative de l'obligation de payer ce droit. Les droits d'utilisation sont comptabilisés au bilan dans les postes où les bien sous-jacents seraient présentés. Les dettes de loyers sont comptabilisées au bilan, selon leurs échéances, soit dans les passifs financiers courants soit dans les passifs financiers non courants. Dans le compte de résultat, les intérêts sur dettes de location sont une composante de la charge financière. Enfin au niveau du tableau des flux de trésorerie, les sorties de trésorerie liées au remboursement des dettes de location (nominal et intérêts) sont présentées dans les activités de financement.





Le Groupe a opté pour les exemptions concernant les contrats à court terme de 12 mois et moins, et ceux dont le bien sous-jacent est de faible valeur (valeur individuelle à neuf inférieure à 5 000 euros). Les paiements de loyers associés à ces contrats sont enregistrés directement en charges opérationnelles dans le compte de résultat sur une base linéaire sur la durée du contrat de location.

La durée de location correspond à la période exécutoire du contrat et tient compte des options de résiliation et de renouvellement dont respectivement la non-utilisation ou l'utilisation par le Groupe est raisonnablement certaine. Le Groupe amortit sur une durée identique les agencements et le droit d'utilisation de l'actif sous-jacent

Le taux d'actualisation appliqué à la date d'application d'IRFS 16 est basé sur le taux marginal d'endettement du Groupe retraité des emprunts obligataires et de ceux bénéficiant d'un mécanisme spécifique lié à l'innovation.

Selon la méthode dite complète et conformément à IAS 8, la période comparative a été retraitée.

Les retraitements liés à l'application d'IFRS 16 concernent principalement les bâtiments utilisés dans le cadre de l'activité du Groupe et se répartissent comme suit :

Sociétés	Montant du loyer annuel	Durée du bail
 MEDICREA INTERNATIONAL, Rillieux-la-Pape, FR	1 154 546 euros	12 ans à compter du 23 septembre 2016
 MEDICREA USA, New-York, US	1 028 742 dollars	10 ans à compter du 1er avril 2016
 MEDICREA POLAND, Łódź, PL	49 705 zlotys	3 ans à compter du 1 ^{er} mars 2017 (1)
 MEDICREA BELGIUM, Houwaart, BE	14 400 euros	9 ans à compter du 1 ^{er} septembre 2015

(1) Le bail de MEDICREA POLAND n'a pas été reconduit dans les mêmes conditions à l'issue de la période contractuelle de 3 ans qui s'est terminée fin février 2020.

6.8.1 Informations relatives au bilan

La composition et la variation des actifs comptabilisés au titre de droits d'utilisation s'analysent comme suit :

En euros	Droits d'utilisation				Total
	Constructions	Installations techniques et matériels	Matériels informatiques	Autres immobilisations	
Au 1^{er} janvier 2018, valeur nette	16 444 953	1 684 088	564 547	247 899	18 941 487
Variation de périmètre	83 303	-	-	158 846	242 149
Nouveaux actifs au titre de droits d'utilisation	-	449 241	83 241	79 924	612 406
Dotations aux amortissements	(1 739 143)	(384 672)	(153 187)	(231 293)	(2 508 295)
Sorties de l'exercice	-	(16 230)	-	-	(16 230)
Variation des taux de change	267 242	-	-	(444)	266 798
Réévaluation	187 367	-	-	18 865	206 232
Au 31 décembre 2018, valeur nette	15 243 722	1 732 427	494 601	273 797	17 744 547
Nouveaux actifs au titre de droits d'utilisation	-	-	8 529	298 324	306 853
Dotations aux amortissements	(1 802 128)	(386 194)	(147 445)	(222 234)	(2 558 001)
Variation des taux de change	111 128	-	-	96	111 224
Réévaluation	198 451	-	-	29 700	228 151
Au 31 décembre 2019, valeur nette	13 751 173	1 346 233	355 685	379 683	15 832 774

Les acquisitions de 2019 financées par voie de location comprennent essentiellement du matériel informatique et du matériel de transport.

Les passifs de loyers comptabilisés en contrepartie des droits d'utilisation des actifs s'analysent de la manière suivante :

En euros	31.12.2019	31.12.2018
Part courante	2 293 811	2 339 312
Part non courante	13 957 032	15 660 830
Passifs de loyers	16 250 843	18 000 142
<i>dont liés aux constructions</i>	<i>15 019 798</i>	<i>16 323 950</i>
<i>dont liés aux installations techniques et matériels</i>	<i>542 768</i>	<i>930 028</i>
<i>dont liés aux matériels informatiques</i>	<i>304 435</i>	<i>466 844</i>
<i>dont liés aux autres immobilisations</i>	<i>383 842</i>	<i>279 320</i>

L'analyse des échéances des passifs de loyers est présentée en note 8.1.2.

6.8.2 Informations relatives au compte de résultat

Les montants suivants ont été reconnus au compte de résultat sur l'exercice :

En euros	31.12.2019	31.12.2018 Retraité (1)
Charge de loyers non retraits (2)	3 490	87 402
Dotations aux amortissements	2 558 001	2 508 295
Intérêts financiers sur les passifs de loyers	506 139	553 683

(1) Retraité des effets de l'application de la norme IFRS 16 – Contrats de location

(2) Contrats exclus des passifs de loyers enregistrés au bilan

6.8.3 Informations relatives au tableau des flux de trésorerie

Le montant total décaissé en 2019 au titre des contrats de location s'élève à 2 917 885 euros contre 2 790 994 euros en 2018.

NOTE 7 : PROVISIONS ET PASSIFS EVENTUELS

7.1 Provisions

Une provision est constituée dès lors que :

- le Groupe à une obligation juridique, contractuelle ou implicite résultant d'un élément passé ;
- il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation ;
- le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

Les provisions sont évaluées en application de la norme IAS 37 en tenant compte des hypothèses les plus probables à la date de clôture.

Les provisions sont ventilées entre passif courant et passif non courant en fonction de l'échéance attendue. Lorsque la date d'exécution de cette obligation est supérieure à un an, le montant de la provision fait l'objet d'un calcul d'actualisation, dont les effets sont enregistrés en résultat financier seulement si l'impact est significatif.

Les provisions courantes et non courantes sont formées des provisions pour risques et se décomposent comme suit :

En euros	Provisions pour pensions	Provisions pour litiges	Autres provisions	Total
Provisions au 1^{er} janvier 2019	639 367	100 000	4 800	744 167
Dotations	97 431	30 000	-	127 431
Utilisations de l'année	-	(20 000)	-	(20 000)
Ecart actuariels	40 816	-	-	40 816
Provisions au 31 décembre 2019	777 614	110 000	4 800	892 414
<i>dont part à moins d'un an</i>	<i>13 742</i>	<i>110 000</i>	<i>4 800</i>	<i>128 542</i>
<i>dont part de un an à cinq ans</i>	<i>35 556</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>35 556</i>
<i>dont part à plus de cinq ans</i>	<i>728 316</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>728 316</i>

Les provisions pour litiges concernent des litiges salariaux en cours au 31 décembre 2019.

7.2 Passifs éventuels

Un passif éventuel représente :

- une obligation potentielle résultant d'un évènement passé dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance ou non d'un évènement incertain qui n'est pas sous le contrôle du Groupe ;
- une obligation actuelle résultant d'un évènement passé pour lequel soit le montant de l'obligation ne peut être estimé de manière fiable, soit il n'est pas probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation.

Ces passifs éventuels ne font l'objet d'aucune comptabilisation dans les comptes du Groupe au 31 décembre 2019.

Les passifs éventuels identifiés au 31 décembre 2019 se présentent comme suit :

- Le Groupe a mis en place depuis novembre 2016 et uniquement pour les ventes aux Etats-Unis, une garantie à vie portant sur sa technologie sur mesure UNiD™. Celle-ci couvre toutes les chirurgies réalisées avec des tiges thoraco-lombaires et cervicales sur mesure UNiD™ ainsi que l'ensemble des implants MEDICREA utilisés en combinaison avec ces tiges. La garantie proposée couvre l'intégralité des coûts liés à l'utilisation des services d'analyses de la cellule UNiD™ Lab, ainsi que le remplacement à titre gratuit des tiges sur mesure UNiD™ et de tous les implants MEDICREA nécessaires pour traiter les patients devant subir une chirurgie de révision.

Depuis le lancement de cette garantie, aucune demande de prise en charge n'a été enregistrée. Sur cette base, le Groupe n'a pas constaté de provision dans ses comptes au 31 décembre 2019 et évaluera, en fonction de l'ensemble des données collectées sur l'exercice 2020, la nécessité ou non de revoir cette position au 31 décembre 2020.

- Le contrat qui a encadré en 2017 l'acquisition auprès d'un chirurgien de trois brevets qui protègent une technique innovante permettant de déterminer la hauteur physiologique de l'espace intervertébral en s'appuyant sur l'anatomie du patient pour sélectionner précisément le dispositif intersomatique approprié, stipule qu'en cas de rachat de MEDICREA INTERNATIONAL par une autre société, suivi d'une dénonciation du dit contrat, une indemnité serait accordée au chirurgien à hauteur de 1 million de dollars, minorée de toutes les redevances déjà perçues à la date du rachat.
- Deux contrats de royalties conclus avec deux chirurgiens américains prévoient la possibilité pour ces derniers de les dénoncer en cas de changement de contrôle du Groupe MEDICREA et d'exiger le paiement d'une indemnité d'un million de dollars chacun.
- MEDICREA USA fait depuis juillet 2017 l'objet d'une investigation civile menée par le Département de la Justice Américaine (DOJ) dans le cadre du Sunshine Act définissant les règles de déclarations des avantages accordés aux professionnels de santé à l'occasion notamment de leurs participations à des congrès, expositions, réunions. Assistée par un cabinet d'avocats spécialisé, la Société a fourni depuis lors à plusieurs reprises de multiples éléments permettant de démontrer que ces déclarations avaient été établies en conformité avec les obligations auxquelles elle était tenue hormis quelques erreurs mineures qui ont été régularisées à posteriori. La Société a également fourni à la demande du DOJ pour des périodes données, l'exhaustivité des courriels échangés entre plusieurs salariés et sélectionnés sur la base de nombreux mots clefs. A la demande de la Société, une réunion a eu lieu le 31 janvier 2020 entre les représentants du DOJ et les avocats de la Société, au cours de laquelle ces derniers ont récapitulé l'ensemble des informations fournies depuis le début de l'investigation et demandé formellement à l'Administration américaine de prendre position sur une éventuelle violation des règles imposées par le Sunshine Act et une éventuelle réparation des préjudices causés. A ce jour, le DOJ n'a

pas donné suite aux requêtes de la Société. A ce stade de l'investigation et dans la mesure où la société collabore pleinement avec le DOJ, il n'est toujours pas possible de déterminer quels seront les résultats et les passifs éventuels liés à l'enquête en cours. Les frais d'avocats engagés par la Société dans sa stratégie de défense et pour répondre aux nombreuses demandes du DOJ sont enregistrés dans les dépenses de l'exercice dans le poste autres charges et produits opérationnels.

NOTE 8 : FINANCEMENT ET INSTRUMENTS FINANCIERS

8.1 Endettement financier net

L'endettement financier net comprend l'ensemble des dettes financières à long terme, les crédits à court terme et découverts bancaires, sous déduction de la trésorerie et équivalents de trésorerie.

Le Groupe a émis en septembre 2019 une nouvelle tranche d'obligations pour un montant de 6 millions de dollars au profit de Perceptive Advisors, un fonds d'investissement américain leader dans le domaine de la santé. Ce financement vient en complément de l'émission de novembre 2018 d'un montant de 30 millions de dollars.

Ce financement complémentaire a été mis en place aux mêmes conditions que l'émission des obligations de novembre 2018 et est constitué d'obligations senior garanties soumises au droit américain (New-York) portant intérêt au taux de 8,5 % augmenté du taux le plus élevé entre le LIBOR USD 3 mois et 2,5 %. Les obligations arriveront à échéance le 27 novembre 2022.

Le Groupe a également souscrit de nouveaux emprunts bancaires pour un montant total de 2,4 millions d'euros dans le cadre du financement de projets innovants et de divers matériels.

Au 31 décembre 2019, l'endettement financier net du Groupe s'analyse comme suit :

En euros	31.12.2019			31.12.2018 Retraité (1)		
	Non courant	Courant	Total	Non courant	Courant	Total
Dettes financières à long terme	49 911 676	5 529 878	55 441 554	46 552 124	5 847 211	52 399 335
Dettes financières à court terme	-	1 116 260	1 116 260	-	790 645	790 645
Endettement financier brut	49 911 676	6 646 138	56 557 814	46 552 124	6 637 856	53 189 980
Trésorerie et équivalents	-	(3 807 308)	(3 807 308)	-	(10 802 725)	(10 802 725)
Endettement financier net	49 911 676	2 838 830	52 750 506	46 552 124	(4 164 869)	42 387 255

(1) Retraité des effets de l'application de la norme IFRS 16 – Contrats de location (voir note 6.8)

L'endettement financier net par devise de remboursement est le suivant :

En euros	31.12.2019	31.12.2018 Retraité (1)
Euro	18 530 095	13 564 176
Dollar américain	34 322 562	28 852 656
Zloty polonais	(8 432)	11 283
Livre britannique	(4 385)	(13 839)
Dollar australien	(89 334)	(27 021)
Endettement financier net	52 750 506	42 387 255

(1) Retraité des effets de l'application de la norme IFRS 16 – Contrats de location (voir note 6.8)

8.1.1 Analyse des dettes financières à long terme

Les dettes financières à long terme incluent principalement les emprunts obligataires et les autres emprunts dont la maturité à l'origine est supérieure à un an.

Les dettes financières sont comptabilisées au coût amorti, c'est-à-dire à leur valeur nominale nette des primes et frais d'émission qui sont enregistrés progressivement en résultat financier jusqu'à l'échéance, selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Au 31 décembre 2019, le détail des dettes financières à long terme est le suivant :

En euros	31.12.2019	31.12.2018 Retraité (1)
Emprunts obligataires	28 900 663	23 458 680
Emprunts auprès des établissements de crédit	3 207 509	1 315 997
Locations	16 250 843	18 000 142
Intérêts courus sur emprunts	2 698	591
Autres dettes financières	7 079 841	9 623 925
Dettes financières à long terme	55 441 554	52 399 335
<i>dont dettes financières à taux fixe</i>	<i>26 689 685</i>	<i>29 521 989</i>
<i>dont dettes financières à taux variable</i>	<i>28 751 869</i>	<i>22 877 346</i>

(1) Retraité des effets de l'application de la norme IFRS 16 – Contrats de location (voir note 6.8)

Au 31 décembre 2019, les principales caractéristiques des emprunts obligataires sont les suivantes :

Nominal (en devises)	Ech.	31.12.2019 (en devises)	31.12.2019 (social en euros)	Retraitement IFRS	31.12.2019 (conso en euros)	Taux d'intérêt nominal
USD 30 000 000	2022	USD 30 000 000	26 704 500	(3 054 911)	23 649 589	8,5 % + LIBOR USD 3 mois - mini à 2,5 %
USD 6 000 000	2022	USD 6 000 000	5 340 900	(238 620)	5 102 280	8,5 % + LIBOR USD 3 mois - mini à 2,5 %
EUR 2 000 000	2020	EUR 148 794	148 794	-	148 794	6 % + 1 % de prime de non-conversion
			32 194 194	(3 293 531)	28 900 663	

Au 31 décembre, les emprunts obligataires en devises d'un montant global de 36 millions de dollars ne font pas l'objet d'une couverture de change, ni d'une couverture de taux, malgré plusieurs tentatives pour mettre en place des instruments de couvertures de type « cross currency swap ».

8.1.2 Maturité des dettes financières à long terme

Les échéances des dettes financières à long terme se ventilent comme suit :

En euros	31.12.2019	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires	28 900 663	148 794	28 751 869	-
Emprunts auprès des établissements de crédit	3 207 509	751 934	2 242 575	213 000
Locations	16 250 843	2 293 811	8 394 627	5 562 405
Intérêts courus sur emprunts	2 698	2 698	-	-
Autres dettes financières	7 079 841	2 332 641	4 735 501	11 699
Dettes financières à long terme	55 441 554	5 529 878	44 124 572	5 787 104

Les sûretés données sur certains actifs du Groupe pour garantir les emprunts ainsi que les clauses ou covenants d'exigibilité sont détaillés en note 8.6.1 « Risques de liquidité ».

8.1.3 Analyse des dettes financières à court terme

Les dettes financières à long terme incluent principalement les concours bancaires courants et le factoring dont la maturité à l'origine est inférieure à un an.

Un contrat de factoring relatif aux créances clients export est en place depuis 2016. En France, le Groupe finance son poste clients en mobilisant une facilité de caisse court terme comptabilisée en concours bancaires courants.

Au 31 décembre 2019, l'ensemble des dettes financières à court terme est contracté en euros et à taux fixe et s'analyse comme suit :

En euros	31.12.2019	31.12.2018
Concours bancaires courants	999 300	500 000
Factoring	112 210	284 057
Intérêts courus bancaires	4 750	6 588
Dettes financières à court terme	1 116 260	790 645

8.1.4 Variation des dettes financières

La variation des dettes financières s'analyse comme suit :

En euros	01.01.2019 Retraité (1)	Variations « cash »		Variations « non cash »		31.12.2019
		Emissions	Remboursements	Variation des taux de change	Autres	
Emprunts obligataires	23 458 680	5 433 120	(432 540)	411 480	29 923	28 900 663
Emprunts auprès des étbs de crédit	1 315 997	2 365 000	(473 488)	-	-	3 207 509
Locations	18 000 142	-	(2 385 386)	126 349	509 738	16 250 843
Intérêts courus sur emprunts	591	-	-	-	2 107	2 698
Autres dettes financières	9 623 925	-	(2 766 916)	10 821	212 011	7 079 841
Dettes financières à long terme	52 399 335	7 798 120	(6 058 330)	548 650	753 779	55 441 554
Dettes financières à court terme	790 645	1 500 000	(1 002 538)	-	(171 847)	1 116 260
Endettement financier brut	53 189 980	9 298 120	(7 060 868)	548 650	581 932	56 557 814

(1) Retraité des effets de l'application de la norme IFRS 16 – Contrats de location (voir note 6.8)

Les variations « cash » sont liées aux remboursements effectués au cours de l'exercice 2019 dans le cadre des plans d'amortissement existants, à l'émission d'obligations pour 6 millions de dollars et à la souscription de nouveaux emprunts bancaires d'un montant total de 2,4 millions d'euros.

Les variations « non cash » proviennent de l'évolution des taux de change et de l'application des normes IFRS qui s'analyse comme suit :

En euros	31.12.2019
Variation du retraitement IFRS sur emprunts obligataires	29 923
Activation de nouveaux contrats de location selon la norme IFRS 16	509 738
Variation du retraitement IFRS sur dettes sur rachat de minoritaires	212 011
Variation du retraitement IFRS sur factoring	(171 847)
Autres	2 107
Total application des normes IFRS dans les variations non cash	581 932

L'évolution des retraitements IFRS liés aux emprunts obligataires est la suivante :

En euros	31.12.2019	31.12.2018
En début de période	(3 323 454)	-
Retraitement des BSA	-	(2 043 983)
Retraitement des frais d'émission d'emprunt	(296 723)	(1 301 596)
Amortissement de la période du retraitement des frais d'émission d'emprunt	326 646	22 125
En fin de période	(3 293 531)	(3 323 454)

Concernant les autres dettes financières, les retraitements IFRS proviennent principalement de :

- la comptabilisation des créances clients cédées dont le transfert des risques et avantages n'est pas encore effectué ;
- l'activation de nouveaux contrats de crédit-bail, locations financières et locations simples ;
- la revalorisation en ajustement rétrospectif du goodwill de l'engagement de rachat des titres minoritaires de MEDICREA AUSTRALIA.

8.1.5 Analyse de la trésorerie et des équivalents de trésorerie

Trésorerie et équivalents de trésorerie comprennent les liquidités ainsi que les placements monétaires immédiatement disponibles dont la valeur dans le temps présente un risque de variation négligeable.

Une dépréciation est constituée lorsque la valeur probable de réalisation de ces placements est inférieure à la valeur d'achat. Les gains et pertes latents ou réalisés sont comptabilisés en résultat financier. La juste valeur est déterminée par référence au prix du marché à la date de clôture de l'exercice.

La trésorerie évolue comme suit :

En euros	31.12.2019	31.12.2018
Disponibilités	3 807 308	10 802 725
Trésorerie et équivalents	3 807 308	10 802 725

8.1.6 Tableaux des flux de trésorerie

Le tableau des flux de trésorerie est établi conformément à la norme IAS 7 en partant du résultat net consolidé. Il distingue ainsi les flux issus de l'activité de ceux provenant des opérations d'investissement et de financement.

La trésorerie du Groupe, dont la variation est analysée dans le tableau des flux, est définie comme étant le solde net des rubriques du bilan suivantes : trésorerie et équivalents de trésorerie, concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques.

Le tableau des flux de trésorerie sur les deux derniers exercices figure au point 3.4 des états financiers au 31 décembre 2019.

Les charges (produits) sans effets sur la trésorerie s'analysent de la manière suivante :

En euros	31.12.2019	31.12.2018 Retraité (1)
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	7 994 837	8 007 515
Dotations / (Reprises) aux provisions	1 310 770	153 896
Résultat des cessions d'actifs immobilisés	(20 599)	226 581
Charges de personnel liées aux actions	1 999 650	728 078
Charges à répartir	(233 677)	-
Charges (produits) sans effets sur la trésorerie	11 050 981	9 116 070

(1) Retraité des effets de l'application de la norme IFRS 16 – Contrats de location (voir note 6.8)

Les charges (produits) d'impôt se décomposent ainsi :

En euros	31.12.2019	31.12.2018 Retraité (1)
Impôts courants	547 517	613 392
Crédit d'impôt recherche	(1 045 788)	(887 701)
Variation d'impôts différés	1 529 669	(293 515)
Charges (produits) d'impôts exigibles et différés	1 031 398	(567 824)

(1) Retraité des effets de l'application de la norme IFRS 16 – Contrats de location (voir note 6.8)

La variation du besoin en fonds de roulement s'analyse comme suit :

En euros	31.12.2019	31.12.2018 Retraité (1)
Variation des stocks et en cours	(750 514)	14 161
Variation des créances clients	357 142	(1 461 694)
Variation des dettes fournisseurs	237 737	130 300
Variation des autres créances et autres dettes	115 266	1 562 230
Variation du besoin en fonds de roulement	(40 369)	244 997

(1) Retraité des effets de l'application de la norme IFRS 16 – Contrats de location (voir note 6.8)

Les autres variations des flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement se détaillent comme suit :

En euros	31.12.2019	31.12.2018
Frais d'émission de l'emprunt obligataire de 30 millions de dollars	-	(1 410 486)
Frais d'augmentation de capital imputés en prime d'émission	-	(391 973)
Frais d'émission d'emprunts	-	5 306
Autres emprunts financiers	(2 675 598)	-
Autres variations	(2 675 598)	(1 797 153)

La variation des autres emprunts financiers est essentiellement due au rachat auprès des minoritaires de 12,25 % des titres de MEDICREA BELGIUM conformément au pacte d'actionnaires, comme expliqué au point 2.4.

8.1.7 Taux moyen de la dette

Le taux moyen de la dette évolue comme suit :

	31.12.2019	31.12.2018
Euro (EUR)	8,14 %	6,86 %

Le niveau élevé du taux moyen de la dette est lié à la rémunération des emprunts obligataires dont les taux d'intérêt sont nettement supérieurs à ceux concernant les financements bancaires classiques. Hors emprunts obligataires et impacts IFRS, le taux moyen de la dette ressort à 2,68 %.

8.2 Avances conditionnées

Les avances conditionnées émanent principalement d'attributions par BPI d'aides à l'innovation sous forme d'avances remboursables.

Leur variation par rapport à l'exercice précédent résulte des plans de remboursement en cours. Il n'y a pas eu d'aide nouvelle allouée au cours de l'exercice 2019.

8.3 Produits et charges financiers

Les produits et charges financiers se composent d'une part des produits et charges d'intérêts liés au coût de l'endettement financier net et, d'autre part, des autres produits et charges financiers.

8.3.1 Coût de l'endettement financier net

Le coût de l'endettement financier net correspond aux intérêts payés sur les dettes financières minorés des intérêts reçus sur les placements de trésorerie.

Ces éléments s'analysent comme suit :

En euros	31.12.2019	31.12.2018 Retraité (1)
Intérêts sur obligations	(3 572 413)	(2 280 850)
Intérêts sur emprunts	(65 837)	(118 417)
Capitalisation d'intérêts	63 046	67 391
Intérêts sur locations	(506 139)	(553 683)
Intérêts sur factoring	(13 469)	(2 871)
Garanties BPI sur emprunts	(3 815)	(26 238)
Intérêts sur découverts	(49)	(11 160)
Réévaluation des autres dettes financières	(212 012)	-
Autres	(33 540)	(9 778)
Coût de l'endettement financier net	(4 344 228)	(2 935 606)

(1) Retraité des effets de l'application de la norme IFRS 16 – Contrats de location (voir note 6.8)

8.3.2 Autres produits et charges financiers

Les autres produits et charges financiers comprennent principalement les résultats des opérations de change.

Ces éléments s'analysent comme suit :

En euros	31.12.2019	31.12.2018 Retraité (1)
Gains / (pertes) de change	(414 801)	166 002
Produits financiers sur placement de trésorerie	58 117	-
Produits de cession des valeurs mobilières de placement	772	-
Autres produits / (charges) financiers	(355 912)	166 002

(1) Retraité des effets de l'application de la norme IFRS 16 – Contrats de location (voir note 6.8)

Les gains et pertes de change s'analysent comme suit sur l'exercice 2019 :

En euros	31.12.2019	31.12.2018 Retraité (1)
Revalorisation des emprunts obligataires au cours de clôture	(390 720)	230 956
Gains / (pertes) de change sur les intérêts des emprunts obligataires	(8 557)	-
Dépôts à terme en dollars	(26 990)	(33 055)
Revalorisation des comptes bancaires au cours de clôture	11 466	(31 899)
Gains / (pertes) de change	(414 801)	166 002

8.4 Juste valeur des actifs et passifs financiers

Rubriques	Au 31.12.2019			Au 31.12.2018 Retraité (1)		
	Coût amorti	Juste valeur par capitaux propres	Juste valeur par résultat	Coût amorti	Juste valeur par capitaux propres	Juste valeur par résultat
Actif en euros						
Clients et comptes rattachés	4 897 715	-	-	5 361 252	-	-
Autres actifs courants (2)	234 008	-	-	160 460	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	-	-	3 807 308	-	-	10 802 725
Passif en euros						
Trésorerie passive (3)	-	-	1 116 260	-	-	790 645
Emprunts obligataires	28 900 663	-	-	23 458 680	-	-
Autres emprunts	19 472 748	-	-	19 328 429	-	-
Dettes sur rachat de minoritaires	-	-	7 068 143	-	-	9 612 226
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5 040 892	-	-	4 803 155	-	-
Autres passifs courants et non courants (4)	396 566	-	-	1 097 870	-	-

(1) retraits des effets de l'application de la norme IFRS 16 – Contrats de location (voir note 6.8)

(2) hors créances fiscales et sociales, et comptes de régularisation

(3) incluant les concours bancaires courants et le factoring

(4) hors dettes fiscales et sociales, et comptes de régularisation

8.4.1 Informations au bilan

La norme IFRS 13 requiert de hiérarchiser les différentes techniques de valorisation pour chacun des instruments financiers. Les catégories sont définies comme suit :

- niveau 1 : référence directe à des prix cotés (non ajustés) accessibles sur des marchés actifs, pour des actifs ou des passifs identiques ;
- niveau 2 : technique de valorisation reposant sur des données concernant l'actif ou le passif, autres que les prix cotés inclus dans les données de niveau 1, qui sont observables directement ou indirectement ;
- niveau 3 : technique de valorisation reposant sur des données non observables

La juste valeur des emprunts obligataires est calculée à partir de prix cotés sur le marché actif pour les emprunts obligataires. Cette technique de valorisation est de niveau 1.

La juste valeur des autres composantes de la dette, ainsi que celle des dettes fournisseurs et des créances clients est égale à la valeur comptable.

Le tableau suivant présente pour les actifs et passifs leur ventilation selon les catégories prévues par la norme IFRS 13.

Rubriques	Au 31.12.2019			Au 31.12.2018 Retraité (1)		
	Niveau	Valeur comptable	Juste valeur de marché	Niveau	Valeur comptable	Juste valeur de marché
Actif en euros						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	3 807 308	3 807 308	1	10 802 725	10 802 725
Passif en euros						
Trésorerie passive	1	1 116 260	1 116 260	1	790 645	790 645
Emprunts obligataires	1	28 900 663	28 900 663	1	23 458 680	23 458 680
Autres emprunts	1	19 452 748	19 452 748	1	42 787 109	42 787 109
Dettes sur rachat de minoritaires	2	7 088 143	7 088 143	2	9 612 226	9 612 226

(1) Retraité des effets de l'application de la norme IFRS 16 – Contrats de location (voir note 6.8)

8.4.2 Informations au compte de résultat

Le tableau suivant présente les impacts en compte de résultat sur les exercices 2019 et 2018 des actifs et passifs financiers, et la ventilation de ces impacts selon les catégories prévues par la norme IFRS 9.

	Désignation des instruments financiers	Au 31.12.2019	Au 31.12.2018 Retraité (1)
Produits de placement		58 889	-
Produits d'intérêts sur dépôts à terme	A	58 117	-
Produits de cessions des valeurs mobilières de placement	A	772	-
Charges de financement		(4 118 107)	(2 935 606)
Charges d'intérêt	B	(4 118 107)	(2 935 606)
Autres produits financiers		12 778	248 181
Gains de change	A	12 778	248 181
Autres charges financières		(427 579)	(82 179)
Pertes de change	A	(427 579)	(82 179)

(1) Retraité des effets de l'application de la norme IFRS 16 – Contrats de location (voir note 6.8)

A : actifs et passifs à la juste valeur par le résultat

B : actifs et passifs évalués au coût amorti

8.5 Politique de gestion des risques

La politique de gestion des risques de marché du Groupe se caractérise par :

- une centralisation des risques au niveau de MEDICREA INTERNATIONAL ;
- un objectif de couverture ;
- une évaluation des risques effectuée grâce à des prévisions détaillées sur un an ;
- un suivi des écarts entre prévisions et réalisations.

8.5.1 Risques de liquidité

Le Groupe a pu faire face au cours des exercices précédents à des crises de liquidités passagères qui ont ralenti la progression de son développement.

Les ressources financières obtenues à l'issue d'opérations de levées de fonds ont totalisé un montant global de 76 millions en euros et de 36 millions en dollars américains comme le détaille le tableau ci-dessous :

Date	Nature	Montant en euros	Montant en US dollars
------	--------	------------------	-----------------------

Juin 2006	Augmentation de capital par appel public à l'épargne	11 587 604	
Décembre 2007	Augmentation de capital	7 000 002	
Novembre 2008	Augmentation de capital	1 155 928	
Avril 2009	Emission d'actions nouvelles à bons de souscription d'actions	1 176 000	
Mai 2009	Emission d'actions nouvelles à bons de souscription d'actions	767 621	
Juin 2009	Augmentation de capital	621 942	
Décembre 2009	Augmentation de capital	1 395 608	
Décembre 2009	Exercice de bons de souscription d'actions	582 831	
Mai 2010	Emission d'obligations remboursables en actions nouvelles	1 928 624	
Juin 2010	Augmentation de capital	594 740	
Novembre 2011	Emission d'actions nouvelles à bons de souscription d'actions	1 534 500	
Aout 2012	Augmentation de capital	762 000	
Juin 2015	Augmentation de capital par placement privé	3 543 697	
Aout 2016	Emission d'obligations convertibles en actions	15 000 000	
Aout 2016	Augmentation de capital par placement privé	4 999 983	
Juin 2017	Augmentation de capital par placement privé	13 000 003	
Décembre 2017	Emission d'actions nouvelles à bons de souscription d'actions	7 216 957	
Juillet 2018	Emission d'actions nouvelles à bons de souscription d'actions	3 083 777	
Novembre 2018	Emission d'obligations et de bons de souscription d'actions		30 000 000
Septembre 2019	Emission d'obligations		6 000 000
Total		75 951 817	36 000 000

Ces levées de fonds ont permis de réduire de façon significative ce risque de liquidité et ont donné les moyens au Groupe de mettre en œuvre sa stratégie d'expansion caractérisée par la création de nouvelles filiales, le lancement de nouveaux produits et le développement de technologies innovantes notamment en matière de médecine personnalisée.

8.5.2 Risques de change opérationnel (conversion)

Le Groupe a réalisé en 2019 55 % de son chiffre d'affaires consolidé en dollars, par l'intermédiaire de sa filiale MEDICREA USA (48 % en 2018). La hausse de cette proportion s'explique par le dynamisme de la filiale américaine et par l'arrêt chez MEDICREA BELGIUM d'activités de négoce connexes et à faible marge.

Les filiales américaine, polonaise et australienne sont facturées dans leur devise fonctionnelle et dès lors que celles-ci sont en mesure d'honorer leurs créances commerciales, des couvertures de change sont opportunément mises en place pour couvrir le risque de fluctuation des devises correspondantes (dollars US principalement).

Intrinsèquement, les fluctuations du dollar par rapport à l'euro, à la hausse comme à la baisse, sont donc susceptibles de modifier sensiblement les indicateurs de performance du Groupe, notamment en matière de progression de chiffre d'affaires.

En 2019, le taux moyen du dollar US s'est renforcé de plus de 5 % par rapport au taux moyen de 2018 générant un impact positif de 0,9 million d'euros sur le chiffre d'affaires 2019 et de 0,4 million d'euros sur le résultat opérationnel. L'analyse de ces variations est décrite en note 4.10.

Une appréciation de 15 % du dollar US par rapport à l'euro, appliquée aux données de l'exercice 2019, se traduirait par une hausse du chiffre d'affaires du Groupe de 2,8 millions d'euros et une hausse du résultat opérationnel de 1,2 million d'euros.

A l'inverse, une dépréciation de 15 % du dollar par rapport à l'euro, appliquée aux données de l'exercice 2019 se traduirait par une baisse du chiffre d'affaires et une baisse du résultat opérationnel du Groupe dans les mêmes proportions que celles indiquées ci-dessus.

8.5.3 Risques de change financier

L'essentiel des approvisionnements du Groupe est réalisé en euros. Les ventes aux filiales américaine, australienne et polonaise sont réalisées en devises, les produits étant ensuite écoulés sur ces marchés dans la devise fonctionnelle du pays. Les filiales n'ont donc pas de risque de variation de taux de change sur leurs achats mais MEDICREA INTERNATIONAL a un risque de change sur ses ventes en devises au travers d'enveloppes annuelles de couverture.

Au 31 décembre 2019, le Groupe a couvert les intérêts dus sur les emprunts obligataires libellés en dollars et relatifs au 1^{er} trimestre 2020 pour un montant de 1 million de dollars, en procédant à des achats à terme au cours garanti de 1,1215 USD/EUR.

8.5.4 Risques de taux

Au 31 décembre 2019, tous les emprunts contractés sont à taux fixe exceptée la dette obligataire de 36 millions de dollars à échéance 2022 et portant intérêt au taux de 8,5 % augmenté du taux le plus élevé entre le LIBOR USD 3 mois et 2,5 %. Le Groupe a multiplié les demandes auprès de ses partenaires bancaires pour couvrir par une opération de « cross currency swap » les risques de change et de taux relatifs à cet emprunt, mais sans succès à ce jour. Depuis la mise en place de ce financement, compte tenu de l'évolution du LIBOR USD 3 mois sur l'ensemble de la période, le taux d'intérêt effectif s'est établi à 11 %.

8.5.5 Risques sur l'évolution du cours des matières premières

La fabrication des implants nécessite l'achat de matériaux, titane et chrome-cobalt et de polymères tolérés par le corps humain, principalement Peek (PolyEtherEtherKetone). Les fournisseurs de ces matières premières étant peu nombreux, le Groupe est soumis à des variations de prix de marché difficilement prévisibles et contrôlables qui pourraient avoir un impact négatif sur les résultats. Les achats de ces matériaux ne font pas l'objet de contrat de couverture. Ils interviennent pour une faible part dans le prix de revient des produits fabriqués (entre 5 et 10%).

8.5.6 Risques de crédit

Le Groupe suit mensuellement le délai moyen de règlement de ses clients. Ce ratio s'élève à 59 jours au 31 décembre 2019. Pour les clients internationaux qui ne sont pas des établissements de santé, ou qui ne règlent pas d'avance, le Groupe met en place des mécanismes de couverture, tels que :

- demande de garantie auprès de la Coface. A fin décembre 2019, le montant maximum des encours clients potentiellement garantissables par la Coface s'élève à 583 000 euros ;
- crédits documentaires (pas d'opérations en-cours au 31 décembre 2019).

D'une manière générale, le Groupe n'est pas exposé à un risque de crédit significatif comme le montre le tableau ci-dessous.

En Euros	31.12.2019	31.12.2018
Créances clients brutes	5 107 833	5 464 975
Montant des impayés de plus de 6 mois	229 835	107 981
% du poste client	4,50 %	1,98 %
Montant des provisions clients	210 118	103 723
% du poste client	4,11 %	1,90 %
Montant des pertes sur créances irrécouvrables	7 445	22 751

L'augmentation des provisions pour dépréciation des créances clients au 31 décembre 2019 fait suite à une notification de placement en redressement judiciaire d'un distributeur du Groupe à Puerto Rico reçue en février 2020.

8.5.7 Risques liés au BREXIT

Le Groupe détient en Angleterre 100 % d'une filiale de distribution qui a été mise en sommeil fin 2018 et qui ne compte plus aucun salarié. Le Groupe est par ailleurs très peu exposé à la livre sterling au regard de son activité actuelle au Royaume Uni.

Par conséquent, la sortie du Royaume Uni de l'Union Européenne, avec ou sans accords, n'aura que des impacts extrêmement limités pour le Groupe.

8.6 Engagements hors bilan liés aux financements du Groupe

8.6.1 Engagements donnés dans le cadre de crédits moyen terme

En euros	31.12.2019	31.12.2018
Nantissements de fonds de commerce (1)	33 937 039	26 483 051
Nantissement de matériel	1 077 674	1 098 976
Gages espèces (2)	67 500	55 000

(1) Nantissements sur fonds de commerce en garantie de l'emprunt obligataire de 36 millions de dollars émis en novembre 2018 et septembre 2019 et d'autres emprunts bancaires moyen terme

(2) Retenues de garantie conservées par BPI comme gage espèces lors de la mise en place de prêts pour un total de 1 350 000 euros

Le contrat lié à l'emprunt obligataire de 36 millions de dollars souscrit par Perceptive Advisors stipule que le Groupe doit veiller à ce que sa trésorerie disponible soit toujours au moins de 2,5 millions de dollars et qu'à la fin de chaque trimestre civil le chiffre d'affaires des 12 derniers mois respecte des seuils pré-définis (32,1 millions de dollars au 31 décembre 2019). Ces deux conditions étaient bien remplies à la date d'arrêté des comptes. L'obligation de liquidités minimum a fait l'objet, au cours du 2^{ème} semestre 2019, de l'octroi par Perceptive Advisors d'un « waiver » qui libère le Groupe de la contrainte de trésorerie disponible minimum

jusqu'au 31 mars 2020. Par ailleurs, en anticipation des effets de la crise sanitaire Covid-19 sur sa capacité à respecter au cours des prochains trimestres les seuils minimums de chiffre d'affaires calculés sur 12 mois glissants, le Groupe a obtenu l'accord de Perceptive Advisors de ne pas tenir compte de l'application de ce covenant lors de la publication des états financiers trimestriels au 30 juin et 30 septembre 2020. Dans l'éventualité où le Groupe ne serait pas en mesure de respecter le covenant au 31 décembre 2020 et/ou au 31 mars 2021, de nouveaux objectifs de chiffres d'affaires minimums trimestriels calculés sur les 12 derniers mois glissants seraient déterminés d'un commun accord entre le Groupe et son créancier.

En complément de ces engagements, Perceptive Advisors bénéficie d'un nantissement du fonds de commerce de MEDICREA INTERNATIONAL à hauteur de 31 924 539 euros ainsi que des garanties sur certains actifs de MEDICREA INTERNATIONAL et de sa filiale MEDICREA USA, détaillées comme suit :

- accord de subordination de dettes entre les différentes filiales du Groupe ;
- nantissement de l'intégralité des titres de MEDICREA USA Corp détenus par MEDICREA INTERNATIONAL ;
- garantie de paiement de l'emprunt par MEDICREA USA Corp en cas de défaut de MEDICREA INTERNATIONAL ;
- nantissement des brevets, marques et autres propriétés intellectuelles détenus par MEDICREA INTERNATIONAL au profit de Perceptive Advisors ;
- nantissement de 1er rang de l'ensemble des comptes bancaires détenus par MEDICREA INTERNATIONAL au profit de Perceptive Advisors ;
- nantissement de 1er rang de l'ensemble des créances clients et inter-companies de MEDICREA INTERNATIONAL au profit de Perceptive Advisors ;
- nantissement de 1er rang des stocks de produits finis détenus par MEDICREA INTERNATIONAL au profit de Perceptive Advisors.

8.6.2 Engagements reçus dans le cadre de la mise en place de découverts autorisés et de crédits court terme

En euros	31.12.2019	31.12.2018
Cessions de créances commerciales	500 000	500 000
Contre-garanties BPI	875 000	-

Le montant total des découverts autorisés mais non confirmés au 31 décembre 2019 s'élève à 245 000 euros.

NOTE 9 : IMPOTS SUR LES RESULTATS

La charge d'impôts sur les bénéfices correspond à l'impôt exigible corrigé des impôts différés. Ceux-ci résultent de retraitements apportés aux comptes sociaux, ainsi que de certains décalages d'imposition dans le temps qui existent entre le résultat comptable et le résultat fiscal, conformément à IAS 12.

Les impôts différés sont calculés selon l'approche bilantielle de la méthode du report variable, pour toutes les différences temporelles résultant de l'écart entre la base fiscale et la base comptable des actifs et passifs, ainsi que pour les pertes fiscales reportables. Les actifs et passifs d'impôts différés sont calculés en tenant compte des taux d'impôts votés ou quasi adoptés qui seront applicables lors du reversement des différences temporelles. Les actifs d'impôts différés ne sont pris en compte que si leur récupération est probable du fait d'un bénéfice imposable attendu dans un futur proche.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont comptabilisés en actifs et passifs non courants.

Les crédits d'impôt et rappels de crédits d'impôt sont comptabilisés en résultat opérationnel, conformément à la norme IAS 20.

Le crédit impôt recherche est constaté en diminution des frais de recherche et développement pour 1 045 788 euros en 2019 (887 701 euros en 2018).

9.1 Analyse de la charge d'impôts sur les résultats

En euros	31.12.2019	31.12.2018 Retraité (1)
Impôts courants	(547 517)	(613 392)
Impôts différés	(1 592 582)	169 377
(Charges) / produits d'impôts sur les résultats	(2 140 099)	(444 015)

(1) Retraité des effets de l'application de la norme IFRS 16 – Contrats de location (voir note 6.8)

9.2 Analyse du taux d'imposition

Au 31 décembre 2019, la charge d'impôt du Groupe s'analyse comme suit :

En euros	31.12.2019	31.12.2018 Retraité (1)
Résultat net consolidé	(15 550 391)	(12 030 725)
Impôts sur les résultats	(2 140 099)	(444 015)
Résultat avant impôts	(13 410 292)	(11 586 710)
Païement en actions	(1 999 650)	(728 078)
Résultat imposable	(11 410 642)	(10 858 632)
Ajustement crédit impôt recherche et compétitivité emploi	(1 045 788)	(1 057 452)
Résultat imposable hors ajustements	(12 456 430)	(11 916 084)
Profit / (charge) d'impôt théorique @ 28 %	3 487 800	3 336 504
Ecart de taux des sociétés étrangères	(445 911)	(560 041)
Impôts sur différences permanentes	(151 379)	6 049
Déficits reportables non activés	(2 873 989)	(2 872 947)
Déficits antérieurs activés et passés en pertes	(1 626 746)	-
Correction des impositions antérieures	(121 532)	(24 624)
Plafonnement des impôts différés actifs	(403 153)	(278 972)
Autres	(5 189)	(49 984)
Profit / (charge) d'impôt comptabilisé	(2 140 099)	(444 015)

(1) Retraité des effets de l'application de la norme IFRS 16 – Contrats de location (voir note 6.8)

Les écarts liés à des taux d'impôts différents du taux normal se décompose de la manière suivante :

En euros	Taux d'impôt local	31.12.2019	31.12.2018 Retraité (1)
MEDICREA UK	19,00 %	(5 555)	(43 085)
MEDICREA USA	21,00 %	(360 158)	(344 122)
MEDICREA GMBH	32,75 %	606	1 219
MEDICREA POLAND	9,00 %	(54 469)	(84 961)
MEDICREA BELGIUM	29,58 %	(25 349)	(89 122)
MEDICREA AUSTRALIA	27,50 %	(986)	30
Ecarts de taux des sociétés étrangères		(445 911)	(560 041)

(1) Retraité des effets de l'application de la norme IFRS 16 – Contrats de location (voir note 6.8)

9.3 Analyse des impôts différés

Les impôts différés actifs et passifs s'analysent comme suit :

En euros	31.12.2019	31.12.2018 Retraité (1)
Déficits fiscaux reportables	15 460	1 593 004
Différences temporaires fiscales	42 300	74 121
Retraitements de consolidation	606 657	635 695
Impôts différés actifs	664 417	2 302 820
Différences temporaires fiscales	94 367	163 828
Retraitements de consolidation	466 600	505 873
Impôts différés passifs	560 967	669 701
Impôts différés nets	103 450	1 633 119

(1) Retraité des effets de l'application de la norme IFRS 16 – Contrats de location (voir note 6.8)

Le montant des impôts différés non reconnus à l'actif du bilan s'élèvent à 19,4 millions d'euros au 31 décembre 2019 dont 17,9 millions de pertes reportables non constatées et 1,5 million lié à des retraitements de consolidation (les impôts différés actifs liés aux retraitements de consolidation sont limités aux impôts différés passifs).

Les variations des impôts différés résultent principalement des retraitements de consolidation et des mécanismes de plafonnement des impôts différés actifs et s'analysent de la façon suivante :

En euros	Déficits fiscaux reportables	Différences temporaires	Retraitements de consolidation	Total
Impôts différés nets au 31 décembre 2017 retraité (1)	1 475 985	(199 082)	52 835	1 329 738
Variation par le résultat	45 479	101 244	22 654	169 377
Autres éléments du résultat global	-	-	1 763	1 763
Variation des taux de change	71 540	8 131	52 570	132 241
Impôts différés nets au 31 décembre 2018 retraité (1)	1 593 004	(89 707)	129 822	1 633 119
Variation par le résultat	(1 608 173)	33 445	(14 741)	(1 589 469)
Autres éléments du résultat global	-	-	(262)	(262)
Variation des taux de change	30 629	4 196	25 237	60 062
Impôts différés nets au 31 décembre 2019	15 460	(52 066)	140 056	103 450

(1) Retraité des effets de l'application de la norme IFRS 16 – Contrats de location (voir note 6.8)

Les déficits fiscaux dont dispose le Groupe sont les suivants :

En euros	31.12.2019	dont activés	impôts différés correspondants
MEDICREA INTERNATIONAL	47 995 282	-	-
MEDICREA UK	2 715 803	-	-
MEDICREA USA	16 455 567	-	-
MEDICREA GMBH	1 360 047	-	-
MEDICREA POLAND	868 657	-	-
MEDICREA AUSTRALIA	56 218	56 218	15 460
Déficits fiscaux disponibles	69 451 574	56 218	15 460

Les déficits fiscaux acquis par le Groupe sont reportables indéfiniment.

Les tests de récupération des déficits reportables effectués filiale par filiale conduisent à n'activer les déficits fiscaux de l'exercice 2019 que pour la société MEDICREA AUSTRALIA et à passer en perte l'intégralité des déficits fiscaux activés par MEDICREA USA jusqu'en 2017 donnant ainsi lieu à une charge d'impôt de 1,6 million d'euros constatée dans les comptes 2019.

9.4 Contrôles fiscaux

Depuis décembre 2019, MEDICREA USA fait l'objet d'un contrôle fiscal conduit par les services des impôts américains (IRS), portant sur l'exercice 2017 et pour lequel à la demande des autorités fiscales, un certain nombre d'informations et de documents ont été fournis. A la date d'arrêté des comptes, ces documents font toujours l'objet d'un examen et il n'est donc pas possible de connaître quelle suite les autorités fiscales entendent donner à leurs investigations.

NOTE 10 : CAPITAUX PROPRES ET RESULTAT PAR ACTION

10.1 Capitaux propres

10.1.1 Evolution du capital

Suite aux opérations réalisées sur le capital au cours de l'exercice, le capital social est composé au 31 décembre 2019 de 16 915 847 actions d'une valeur nominale de 0,16 euros chacune, pour un montant total de 2 706 535,52 euros. Le nombre d'actions autorisées et en circulation a évolué comme suit :

En euros	31.12.2019	31.12.2018
Nombre d'actions autorisées	16 915 847	16 219 847
Nombre d'actions émises et entièrement libérées	16 915 847	16 219 847
Valeur nominale en euros	0,16	0,16
Nombre d'actions en circulation en fin de période	16 915 847	16 219 847
Nombre d'actions à droit de vote double	2 867 308	2 785 108
Nombre d'actions propres	4 282	4 756

Les opérations intervenues sur le capital de la société MEDICREA INTERNATIONAL au cours de l'exercice 2019 se résument comme suit :

- Au 1er janvier 2019, le capital social est composé de 16 219 847 actions ordinaires pour un montant de 2 595 175 ,52 euros ;
- Le 29 juillet 2019, 5 000 actions nouvelles ont été émises correspondant à la livraison à un salarié français d'actions attribuées gratuitement par le Conseil d'Administration du 27 juillet 2018 ;
- Le 20 décembre 2019, 691 000 actions nouvelles ont été émises correspondant à la livraison à des salariés français d'actions attribuées gratuitement par le Conseil d'Administration du 20 décembre 2018 ;
- Au 31 décembre 2019, le capital social est ainsi composé de 16 915 847 actions ordinaires pour un montant de 2 706 535,52 euros.

10.1.2 Bons de souscription d'actions (BSA)

Au 31 décembre 2019, les caractéristiques des BSA pouvant être exercés sont récapitulées dans le tableau suivant :

Date d'attribution	22.12.2017	09.07.2018	27.11.2018
Durée de vie	3 ans	3 ans	7 ans
Nombre de BSA	2 336 341	1 127 936	1 000 000
Nombre d'actions ordinaires obtenues en cas d'exercice de tous les BSA	1 168 170	563 968	1 000 000
Prix d'exercice	3,15 €	3 €	2,19 €

Ces BSA répondent à la qualification d'instruments de capitaux propres au regard de la norme IAS 32 (règle du fixe pour fixe). Ils sont comptabilisés en capitaux propres pour leur prix de transaction et ne font l'objet d'aucune réévaluation par la suite.

Ainsi les BSA de décembre 2017 et juillet 2018, créés concomitamment à des augmentations de capital n'ont donné lieu à aucune comptabilisation supplémentaire dans les comptes consolidés du Groupe arrêtés au 31 décembre 2019. Ceux de novembre 2018, créés à l'occasion d'une émission obligatoire ont été valorisés pour un montant de 2 millions d'euros et comptabilisés en diminution de la dette financière sous-jacente.

A la date d'arrêté des comptes, le fonds d'investissements américain Stonepine a exercé l'intégralité des 683 232 bons de souscription d'actions acquis lors de l'augmentation de capital de décembre 2017, donnant ainsi lieu à l'émission de 341 616 actions nouvelles à un prix d'exercice de 3,15 euros par action.

10.1.3 Actions propres

La société mère a conclu un accord avec un prestataire d'investissement, visant à surveiller la liquidité du marché de ses actions. Dans ce contexte, elle est amenée à acheter, détenir et revendre de faibles quantités de ses propres actions.

Les actions propres détenues afin de réguler le cours de Bourse sont portées en diminution des réserves consolidées ; corrélativement, les incidences de toutes les transactions correspondantes constatées dans les comptes individuels sont imputées directement sur les réserves consolidées (résultat de cession, dépréciation, etc.).

10.1.4 Variation des capitaux propres

La variation des capitaux propres sur les deux derniers exercices est détaillée en note 3.5 des états financiers au 31 décembre 2019. Les écarts de conversion liés à la consolidation en euros des comptes des filiales étrangères sont présentés dans la colonne réserves, leurs montants n'ayant pas d'impact matériel sur les états financiers au 31 décembre 2019.

Au 31 décembre 2019, les autres variations s'analysent de la façon suivante :

En euros	31.12.2019	31.12.2018 Retraité (1)
BSA dont le sous-jacent est l'emprunt obligataire de 30 millions de dollars	-	2 043 983
Frais d'émission de l'emprunt obligataire de 30 millions de dollars	-	(108 890)
Débouclage du retraitement IFRS lié à l'emprunt obligataire convertible d'août 2016	-	(560 728)
Ecarts actuariels des indemnités de départ à la retraite	-	71 941
IFRS 16 – variation de périmètre	-	(3 422)
Actions propres	6 626	669
Autres	(279)	37
Total	6 347	1 443 590

(1) Retraité des effets de l'application de la norme IFRS 16 – Contrats de location (voir note 6.8)

10.1.5 Emission, rachat et remboursement de titres d'emprunt et de capitaux propres

Emprunt obligataire convertible d'avril 2015

Le Groupe a remboursé en cumul au 31 décembre 2019, 185 des 200 obligations convertibles émises en avril 2015 auprès d'un investisseur institutionnel, soit la somme de 1,9 million d'euros sur l'emprunt initial de 2 millions d'euros, à échéance avril 2020.

Emprunt obligataire de septembre 2019

Le Groupe a émis en septembre 2019 une nouvelle tranche d'obligations pour un montant de 6 millions de dollars au profit de Perceptive Advisors, un fonds d'investissement américain leader dans le domaine de la santé. Ce financement vient en complément d'une première tranche d'obligations émises en novembre 2018 pour un montant de 30 millions de dollars.

Ce financement complémentaire, mis en place aux mêmes conditions que l'émission initiale de novembre 2018 est constitué d'obligations senior garanties soumises au droit américain (New-York) portant intérêt au taux de 8,5 % augmenté du taux le plus élevé entre le LIBOR USD 3 mois et 2,5 %. Les obligations arriveront à échéance le 27 novembre 2022. Elles sont assorties de garanties données sur les titres de MEDICREA USA Corp, filiale détenue à 100 % par MEDICREA INTERNATIONAL, et de nantissements sur certains actifs et créances du Groupe au profit de l'investisseur.

10.1.6 Dividendes payés au cours de l'exercice

Au cours de l'exercice 2019, MEDICREA BELGIUM a versé 1 million d'euros de dividendes au titre de l'exercice 2018, dont 0,5 million d'euros à ses actionnaires minoritaires hors MEDICREA INTERNATIONAL.

10.2 Résultat par action

Conformément à la norme IAS 33, le résultat par action est calculé sur la base du nombre moyen pondéré d'actions en circulation durant l'exercice, sous déduction du nombre moyen d'actions auto-détenues.

Le résultat par action après dilution est établi sur la base du résultat net part du Groupe rapporté au nombre moyen d'actions composant le capital social ajusté de l'impact maximal de la conversion des instruments dilutifs en actions ordinaires et tenant compte des variations potentielles du nombre d'actions. Il intègre :

- les futures levées des options de souscription d'actions ;
- les attributions gratuites d'actions ;
- le nombre d'actions auto-détenues à la date d'arrêté de l'exercice ;
- tout autre instrument donnant droit à un accès différé au capital de la société.

Les actions ordinaires potentielles sont traitées comme dilutives si, et seulement si, leur conversion en actions ordinaires a pour effet de réduire le résultat par action ou d'augmenter la perte par action.

Au 31 décembre 2019, conformément à la norme IAS 33 et pour éviter un effet relatif, il n'a pas été pris en considération dans la détermination de l'effet de dilution les actions ordinaires potentielles résultant des plans d'options et d'actions gratuites attribuées (1 440 000 actions) ainsi que des bons de souscription d'actions (2 732 138 actions).

NOTE 11 : AUTRES INFORMATIONS

11.1 Intérêts des dirigeants et mandataires sociaux dans le capital de la société

Les intérêts des dirigeants et mandataires sociaux dans le capital de MEDICREA INTERNATIONAL ont évolué comme suit :

	31.12.2019			31.12.2018		
	Nombre d'actions	% du capital	% des droits de vote	Nombre d'actions	% du capital	% des droits de vote
Dirigeants						
ORCHARD INTERNATIONAL (1)	1 727 490	10,21	17,46	1 727 490	10,65	18,17
Denys SOURNAC (2)	915 533	5,41	5,92	607 533	3,75	4,18
Jean Philippe CAFFIERO	216 089	1,28	2,11	216 089	1,33	2,19
David RYAN	114 148	0,67	0,58	24 148	0,15	0,21
Fabrice KILFIGER	96 000	0,57	0,49	6 000	0,04	0,03
Administrateurs						
Pierre BUREL (2)	194 587	1,15	0,98	194 587	1,20	1,02
Patrick BERTRAND (2)	113 968	0,67	0,66	113 968	0,70	0,69
François Régis ORY (2)	108 652	0,64	0,55	108 652	0,67	0,57
Rick KIENZLE	102 880	0,61	0,52	102 880	0,63	0,54
Marc RECTON	83 402	0,49	0,48	76 952	0,47	0,47
Christophe BONNET	52 128	0,31	0,43	52 128	0,32	0,44
Pierre OLIVIER	27 000	0,16	0,14	27 000	0,17	0,14
Jean Joseph MORENO	26 450	0,16	0,24	22 000	0,14	0,23
Total	3 778 327	22,33 %	30,56 %	3 279 427	20,22 %	28,88 %

(1) Au 31 décembre 2019 le capital social d'ORCHARD INTERNATIONAL se répartit comme suit :

- Société civile DENYS SOURNAC COMPANY	59,66 %
- Société civile PLG INVEST (Jean Philippe CAFFIERO)	35,46 %
- AMELIANE SAS	4,72 %
- Christelle LYONNET	0,13 %
- Denys SOURNAC	0,03 %

(2) Cumul des actions détenues directement en propre et via une holding

11.2 Informations relatives aux parties liées



Comme mentionné au point 5.8 précédent, la société ORCHARD INTERNATIONAL facture différentes prestations à la société MEDICREA INTERNATIONAL dont les montants ont évolué comme suit au cours des deux dernières périodes :

En euros	Montant HT facturé en 2019	Montant HT facturé en 2018
Prestations de management	300 000	300 000
Refacturation de personnel	-	47 490
Quote part sur frais	6 000	6 780
Loyer et charges locatives	34 819	37 407
Total	340 819	391 677

La refacturation des frais de personnel de deux salariés ainsi que les frais d'utilisation de bureaux a cessé à la fin du 1^{er} trimestre 2018, les coûts correspondants étant désormais générés directement au niveau de MEDICREA INTERNATIONAL.

11.3 Honoraires des commissaires aux comptes

Les honoraires des Commissaires aux comptes du Groupe relatifs à l'exercice 2019 et figurant au compte de résultat consolidé sont les suivants :

Montants HT en euros				
	2019	2018	2019	2018
Audit				
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels	81 105	77 644	30 200	24 154
Services autres que la certification des comptes	1 508	11 061	1 000	5 500
Total honoraires	82 613	88 705	31 200	29 654

11.4 Evènements postérieurs à la clôture

Levée de fonds

Le 23 janvier 2020, MEDICREA INTERNATIONAL a augmenté son capital de 8,5 millions d'euros par réalisation d'un placement privé.

Cette levée de fonds porte sur un total de 2 421 653 actions, d'une valeur nominale unitaire de 0,16 euro, émises au prix unitaire de 3,51 euros (prime d'émission incluse).

Cette augmentation de capital est destinée principalement à assurer les besoins en financement de la Société. Le produit de l'émission, associé aux liquidités dont la Société disposait à la date de l'opération, devrait lui conférer les moyens nécessaires pour financer son activité sur l'ensemble de l'exercice 2020.

Informations à prendre en compte dans le cadre de la crise sanitaire COVID-19

Ces informations sont décrites au point 2.6 du présent document.